

PROCHE-ORIENT

APRÈS L'OPÉRATION D'ENTEBBE

Aucun compromis ne s'ébauche au Conseil de sécurité entre Occidentaux et Africains

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Les débats concernant le raid israélien sur Entebbe ont pris lundi 12 juillet, au Conseil de sécurité, un tour passionné. M. William Scranton, le chef de la délégation américaine, a admis que la souveraineté de l'Ouganda avait été violée « de façon temporaire », mais il a ajouté qu'un État a le droit pour protéger ses ressortissants d'utiliser une force limitée. « Les États-Unis », a-t-il dit, souhaitent que les Nations unies s'abstiennent de la racine du mal et prennent toutes les mesures nécessaires afin que le crime insensé de la piraterie aérienne ne se renouvelle plus.

Le délégué britannique, M. Ivor Richard, a abondé dans le même sens et déclaré : « Il semblerait incroyable à mon pays, incroyablement malhonnête, que le Conseil de sécurité considère ce qui est passé à Entebbe sans se pencher sur le détournement qui en fut la cause ».

De son côté, le délégué de la Tanzanie, Selim Affrains, a déclaré : « Il semblerait incroyable à mon pays, incroyablement malhonnête, que le Conseil de sécurité considère ce qui est passé à Entebbe sans se pencher sur le détournement qui en fut la cause ».

Le délégué soviétique rappelle que l'U.R.S.S. était fermement opposée à la piraterie aérienne, mais affirmait qu'on était ici pour discuter de l'agression commise par Israël contre l'Ouganda et non pas du terrorisme aérien. Le représentant de la Suède expose un point de vue nuancé. L'argument présenté par les terroristes, selon lequel ce genre d'action constitue une méthode de guerre justifiée, est déclaré « il est irrécusable. Il constitue un temps de guerre ou de paix un crime sérieux. D'autre part, la charte interdit l'usage de la force dans les relations internationales. Toute exception à cette règle finirait par provoquer des abus sur tout de la part des grands et des puissants contre les faibles et les petits », et de conclure : « Mon gouvernement ne peut pas concilier l'action israélienne avec

la charte, mais il ne peut non plus condamner Israël dans cette affaire ».

Pour la première fois, la voix de la République fédérale allemande s'est fait entendre au Conseil de sécurité. Le baron von Wechmar a assuré que l'opération d'Entebbe avait pour but de résoudre « un problème posé par une situation qui semblait désespérée » et s'est joint aux États-Unis et au Royaume-Uni. Enfin, le délégué guinéen déclare que « pour supprimer le terrorisme », il fallait supprimer ses causes : le colonialisme, l'occupation illégale de territoires d'autrui, l'impérialisme.

Jamais le dialogue n'a été aussi net entre les Occidentaux et les Africains. L'impasse, pour l'instant, paraît totale. Un projet de résolution anglo-américain condamne les détournements d'avion, enjoint à la communauté internationale de donner la priorité à l'examen de nouveaux moyens susceptibles d'assurer la sécurité de l'aviation civile internationale, déplore les pertes en vies humaines et réaffirme la nécessité de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États, conformément à la charte des Nations unies et au droit international. La résolution africaine, parrainée par la Libye, la Tanzanie et le Bénin, condamne Israël, exige que l'État hébreu dédommage l'Ouganda des destructions qu'il y a causées. Aucun de ces textes n'est assuré de recueillir les neuf voix requises, mais tous deux se heurtent à des votes (américain et britannique d'un côté, soviétique de l'autre).

Il n'est en tout cas pas question pour la France, le Royaume-Uni, l'Italie, la Suède, le Japon et même le Panama, de condamner Israël dans cette affaire. Certains de ces pays ne veulent pas fléchir une initiative qui pourrait être eux-mêmes amenés à prendre à l'avenir. Nous l'a confié un délégué qui préfère garder l'anonymat. Tout en condamnant les détournements d'avion, les Suédois cherchent à empêcher que l'initiative israélienne puisse être invoquée à l'avenir par un voisin qui tenterait, par exemple, de récupérer par la force des territoires réduits dans un pays souverain. L'enjeu politique juridique idéologique du débat est donc considérable et aucun compromis n'apparaît possible.

LOUIS WIZNITZER.

LA MORT DE Mme BLOCH « NE FAIT PRATIQUEMENT AUCUN DOUTE » POUR LE FOREIGN OFFICE

« La mort de Mme Dora Bloch ne fait pratiquement aucun doute », a annoncé, lundi 12 juillet, aux Communes M. Rowlands, ministre adjoint au Foreign Office. Mme Bloch se trouvait à bord de l'Airbus détourné à Entebbe. Elle avait été conduite à l'hôpital de Kampala pour y subir une bénigne intervention chirurgicale. Elle avait disparu au lendemain du raid israélien et les autorités ougandaises déclaraient ne rien savoir à son sujet. Dans son intervention devant la Chambre des communes, M. Rowlands a déclaré : « Quelles que soient les circonstances dans lesquelles Mme Bloch a trouvé la mort, le gouvernement ougandais doit traduire les responsables devant la justice. » Il a souligné que la préoccupation essentielle de son gouvernement était désormais d'assurer la sécurité des quelque cinq cents ressortissants du Royaume-Uni — en majorité des missionnaires — vivant en Ouganda. Il a annoncé que le haut commissaire britannique à Kampala, M. Hennessey, qui s'était rendu à Londres, restait dans la capitale britannique pour consultations, tandis que sera examiné l'avenir des relations anglo-ougandaises.

Le représentant britannique, M. Chandle, qui enquêtait sur place sur le sort de Mme Bloch, a reçu l'ordre de quitter Kampala avant mardi soir. Trois autres ressortissants britanniques, dont Mme Chandle, font l'objet d'une mesure identique. Le gouvernement anglais a protesté contre cette décision « partiellement injustifiable ».

À JERUSALEM, M. Dejean, vice-président d'Air France et directeur des services européens de la compagnie, a été reçu lundi 12 juillet par le ministre israélien des transports, M. Yisroel M. Dejean, a déclaré devant la presse qu'il était venu en Israël pour exprimer les remerciements de sa compagnie aux dirigeants israéliens pour la « remarquable opération de sauvetage d'Entebbe ». Il a annoncé qu'Air France avait envoyé un médecin en Ouganda pour s'enquérir du sort de Mme Bloch. Un communiqué du ministère israélien des transports a déclaré d'autre part que la compagnie française est prête, en collaboration avec les services israéliens, à renforcer les mesures de sécurité à bord de ses appareils. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuters.)

LA SITUATION AU LIBAN

Les développements du conflit

(Suite de la première page.)

Il recommandait l'arrêt des hostilités « dans un délai de sept jours » et l'acheminement urgent « de vivres et de médicaments au Liban. Toutefois, M. Riad a rejeté ce projet parce qu'il le jugeait « trop vague ». Pour sa part, M. Riad a déclaré que le texte ne tenait pas compte des diverses mesures proposées pour les membres de la Ligue. Il a estimé que les travaux des ministres arabes « manquaient de sérieux ». « Si l'attitude arabe continue de demeurer irresponsable, a-t-il dit, la résistance palestinienne va prendre les mesures qui s'imposent ».

M. Riad a assuré : « La mission des forces de sécurité arabes, confiées par la première réunion du conseil en juin dernier, est désormais gelée. Mille cinq cents hommes, seulement ont été envoyés au Liban et se trouvent bloqués à l'aéroport de Beyrouth sans être en mesure de remplir leur mission dans les conditions actuelles ».

M. Riad a accusé la Syrie de participer au conseil pour « jeter de la poudre aux yeux du monde arabe et pour gagner du temps, afin que ses alliés libanais marquent des points ». Le représentant de l'O.L.P. a révélé que Damas a

adressé un « ultimatum » à la résistance palestinienne, par l'intermédiaire du premier ministre libyen, M. Abdel Salam Jalloud. Selon le représentant de l'O.L.P., la Syrie exigerait que l'organisation palestinienne et le Front progressiste libanais admettent son rôle de médiateur, que le règlement du conflit soit élaboré exclusivement « entre Libanais », que le gouvernement de Damas devienne « le garant de l'application des accords du Caire », réglementant les activités des fedayin au Liban. M. Riad a indiqué que l'O.L.P. a catégoriquement rejeté les conditions syriennes en raison de « l'attitude partielle » de Damas.

La situation critique de la résistance palestinienne a amené M. Riad à lancer une mise en garde aux pays arabes dans un message adressé dans la nuit du lundi au mardi : « Si les pays arabes sont incapables d'assumer leurs responsabilités et leurs engagements à l'égard de la résistance, qu'ils le disent. Peut-être que certains de nous, en lisant le monde, le feront-ils à leur place ».

Le colonel Kadhafi a adressé pour sa part un message urgent au président Sadat, suggérant le rappel de tous les ambassadeurs arabes en poste à Damas, en guise

de protestation contre l'intervention syrienne. « Je ne vous propose pas de rompre les relations avec la Syrie », déclare le président libyen, mais je vous invite à participer à un minimum d'action commune qui pourrait amener la Syrie à réexaminer son attitude ». Le colonel Kadhafi déclare dans son message que la résistance risque d'être « écrasée » dans les quarante-huit heures si le conseil de la Ligue arabe ne prend pas de mesures efficaces.

Combats acharnés à Tell-El-Zaatar

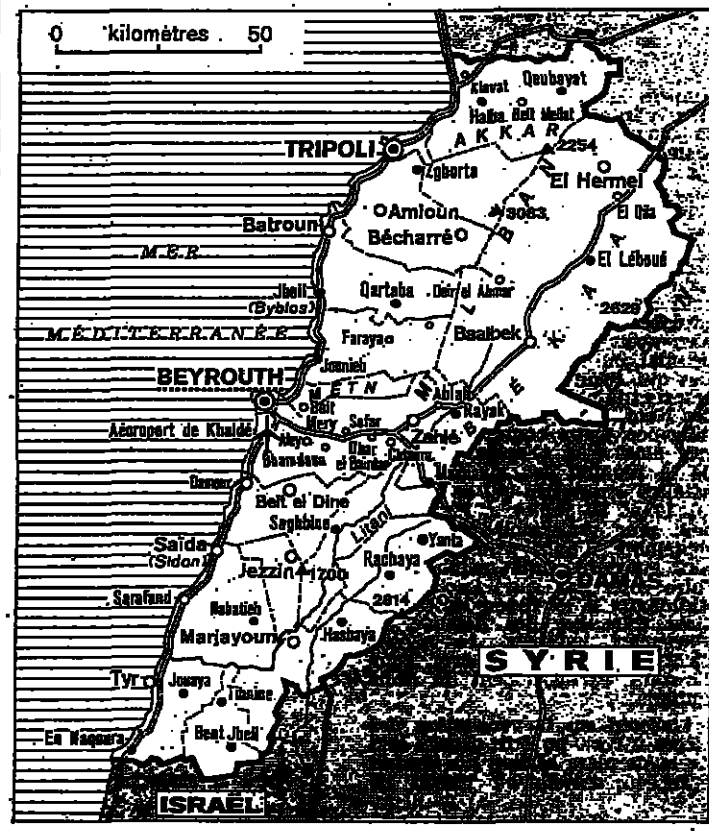
● AU LIBAN, les combats faisaient toujours rage dans la matinée du 12 juillet. Le camp palestinien de Tell-El-Zaatar continue de résister aux assauts des miliciens de droite. Lundi soir, ses défenseurs ont repoussé une nouvelle attaque de la droite libanaise en l'espace de vingt-deux heures — qui a duré plus de cinq heures. Cependant, selon des témoins, l'eau se resserre autour des derniers combattants retranchés à l'intérieur du camp situé que dans des immeubles volants.

Les combats se sont également poursuivis dans le nord du pays, où les forces conservatrices accusent leur pression sur la ville de Tripoli, dont elles ne seraient plus qu'à une dizaine de kilomètres. Les forces palestiniennes et les milices de gauche assurent avoir repoussé, lundi soir, trois attaques lancées contre les hauteurs commandant l'accès de Tripoli. L'armée syrienne, toujours de même source, poursuit ses assauts contre les villes de Seïda et de Baalbek.

Selon l'agence Associated Press, les milices de droite ont récemment d'importantes cargaisons d'armes et n'ont plus de problèmes d'approvisionnement. L'agence américaine affirme que des miliciens chrétiens qui participent à l'offensive contre Tell-El-Zaatar ont exhibé devant des journalistes des fusils américains M-16, précisant qu'ils proviennent d'Israël. Un officier syrien a ajouté : « Nous accepterions des armes du diable lui-même pour sauver notre pays de l'occupation palestinienne ». Toujours selon l'A.P., les forces de gauche assurent disposer de véhicules blindés d'origine soviétique fournis vraisemblablement par l'armée syrienne. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters.)

● Le Collectif national pour la Palestine (1) et l'Association méditerranéenne franco-palestinienne (2) ont publié, lundi 12 juillet, un communiqué dénonçant « l'agression syrienne » au Liban et condamnant « le régime d'Assad qui est actuellement le principal obstacle des complots impérialistes et sionistes visant à liquider la résistance palestinienne ». « À démanteler le Liban ou à l'intégrer dans une « grande Syrie », le communiqué lance un appel pour appuyer « toutes les démarches faites sur le plan international pour que cesse le blocus syrien et pour que médicaments et soins puissent être dispensés aux blessés », et ajoute : « Nos sympathies aussi que cette indifférence complice de l'opinion européenne ». Assurant que « des milliers de Palestiniens sont déportés et parqués dans des camps d'internement en territoire syrien », le communiqué invite à la Croix-Rouge internationale et à des organismes internationaux à exercer leurs responsabilités pour que ces détenus soient libérés immédiatement.

(1) B.P. 146, 75263 Paris cedex 06.
(2) 24, rue de la Réunion, 75200



Dans la presse hebdomadaire

Plusieurs hebdomadaires se sont attachés à reconstituer dans le détail le raid israélien organisé pour libérer, à Entebbe, les otages de l'Airbus d'Air France, Edwin Eryan, dans 7 J. HEBDO, indique cependant que d'autres projets ont été envisagés. « Entre autres », écrit-il, on prévoit l'envoi d'un ancien ministre de la guerre, le général Moïse Dayan, négocier « d'homme à homme » avec le maréchal Idi Amin, qui l'appelle toujours « mon ami » et qui aime aussi se vanter de leurs conquêtes féminines communes dans les rues de Tel-Aviv. Rabin est contre. Risquer la vie de Dayan, ce serait un coup supplémentaire qu'Israël ne peut pas accepter.

Le gouvernement de Tel-Aviv préfère confier l'opération à cent cinquante parachutistes et fantassins, les effectifs d'une compagnie renforcée, des unités d'élite de l'armée. Antoine Colletta dans LE JOURNAL DU DIMANCHE précise à ce propos : « Il n'existe pas en Israël d'unités spécialisées dans ce genre d'affaire, et les hommes qui ont participé à l'opération d'Entebbe sont tout simplement des soldats du contingent ».

Pourtant, au-delà de ces hommes, bien d'autres Israéliens ont été mobilisés. Christian Roche rapporte dans l'ESPRESSO : « Des le mercredi 30 juin, plusieurs dizaines d'Israéliens, jeunes pour la plupart, arrivent discrètement à l'aéroport de Nativ. D'autres débarquent le lendemain du vol régulier d'El Al Tel-Aviv-Johannesburg. Ils s'installent immédiatement dans des familles israéliennes. Dans le défilé de la rupture des relations diplomatiques le 1^{er} novembre 1973, entre le Kenya et Israël, les relations entre les deux États n'ont jamais été totalement interrompues. Près de cent cinquante personnes possédant un passeport israélien travaillent à Nairobi dans les affaires ou, le renseignement ».

Dans l'après-midi du vendredi un Boeing israélien transportant des passagers ordinaires, se pose à Nativ. Il ajoute Hervé Chabalier dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, « mais dans le hangar

d'El Al, à l'abri des curieux, il s'est transformé en ambulance chirurgicale, une sorte d'avion-hôpital ».

Le samedi, à 21 h. 01 GMT — 0 h. 01 à Entebbe — l'opération de commando commence, les troupes débarquent des avions Hercules, les hélicoptères de transport. Jacques Derogy dans l'ESPRESSO, par « un petit commando israélien d'une vingtaine d'hommes, venus probablement du Kenya, à bord de deux jeeps et d'une Land Rover ». Ils se chargent de miner les routes. Hervé Chabalier précise à ce propos : « Quand Amin Dada fugira, une heure plus tard, en envoyant des blindés, beaucoup sauteront avant d'atteindre l'aéroport. La section de sabotage a détruit une dizaine de Mig 13 et 17 pour ne pas être pris en chasse mais surtout parce que, sur ces avions, s'entraînent les premiers pilotes de la future armée palestinienne ».

Comble du raffinement, ajoute Jacques Derogy, au terme de l'opération « on avait pris soin, aussi, de relever les empreintes digitales des morts du F.E.L.P. et de les photographier pour les reconnaître. On avait même été, avant le décollage du C-130 des otages, jusqu'à les compter un par un ».

Il indique en outre : « Dimanche, à 1 h. 20 du matin, à Tel-Aviv. Dans la chambre des opérations, au ministère de la défense, on sait que l'opération est terminée. Le champagne coule. Un officier rit : « Et si on appelait Amin ? » Son ami, l'ex-colonel Bar Lev, est là. Il prend l'appareil. Dix minutes plus tard, Amin répond.

« Merci pour tout, dit le colonel. — Merci pour quoi ? demande Amin. Vous n'avez rien fait encore. Il faut accepter les conditions palestiniennes. Sinon, nous ne réintégrerons jamais vos otages... »

Dans la salle de Tel-Aviv, le fou rire est général. Personne à Entebbe, semble-t-il, n'a osé informer Amin. (...) Trois heures après, le téléphone sonne dans la salle de Tel-Aviv. Amin demande Bar Lev. Sa voix tremble. Il parle de « l'unité trahie » : « Tu as dû

à ton gouvernement qu'il a très mal agi ».

Le chef de l'Etat ougandais apparaît presque comme le principal vaincu. Pourtant, affirme un informateur israélien, cité par Antoine Colletta : « Si Amin Dada était resté à l'extérieur du coup nous ne serions pas intervenus ».

Une option que comprend Claude Bourdet, qui note dans l'ESPRESSO : « Il me semble que moralement le gouvernement israélien n'aurait eu le droit de violer un territoire d'un pays étranger, détruire son matériel, tuer ses citoyens, que s'il avait eu la preuve de la trahison du chef d'Etat ougandais, et la certitude que, même en cas d'occupation israélienne des conditions posées pour l'échec, les otages aient été libérés. Pour le moment, rien ne prouve ceci, ou cela, et tout prouve au contraire qu'Amin Dada, dans son propre intérêt, négociait sincèrement ».

Jean Tellegen, dans DEMOCRATIE MODERNE, estime indiscutable la culpabilité du chef de l'Etat ougandais. Il affirme en effet : « La belle âme du président Amin Dada, est-elle à ce point sans reproches qu'il faille considérer ce loup en habit et dans ce costume de chef d'Etat respectueux du droit des gens ? Les peuples libres se sont-ils battus contre Hitler à fleur de mou ? Le neutralisme proclamé du chef ougandais dans cette affaire lui faisait-il obligation de donner l'accroche au chef (allemand) du commando palestinien dès son arrivée à l'aéroport d'Entebbe ? »

Jean Grandmougin, dans VALEURS ACTUELLES, s'efforce d'expliquer le comportement du président ougandais. Il écrit : « Le maréchal Amin Dada était imaginé qu'il pourrait utiliser le coup de main des terroristes sur l'Airbus pour son compte. Il y a cinq mois en effet, trois valeurs minimes de force — missiles Sam fournis par les Ougandais s'étaient infiltrés dans l'aéroport de Nairobi, au Kenya : ils devaient y faire sauter un Boeing d'El Al au cours d'une escale. Les trois terroristes furent découverts

et arrêtés. Le maréchal Amin pensa les faire libérer grâce au chantage ».

Le président Kenyatta lui a répliqué en autorisant les trois héros israéliens à se poser à Nairobi pour leur ravitaillement de retour.

LE POINT s'interroge même sur l'avenir du chef de l'Etat ougandais et note : « Humiliés, défaits par le raid israélien, l'armée ougandaise demeure sur le plan intérieur le véritable pilier du régime du maréchal Idi Amin Dada. Mais le soutien de l'armée au pouvoir ougandais est loin d'être inconditionnel ».

Reste pourtant à savoir si Israël était en droit d'entreprendre une telle opération. CHARLIE HEBDO estime : « Tant qu'il n'y aura pas un droit international réglant les rapports entre nations aussi rigoureux que le droit qui régit les rapports entre individus et qui s'exprime dans les codes criminels nationaux, avec à la clé une force supranationale pour le faire respecter, ce sera la loi de la jungle, et c'est tout à fait naturel ».

Gilles Mermod ajoute dans RIVAROL : « Ce type d'action ou avec un type de société, avec un ensemble de normes, un état d'esprit, une discipline et une qualité d'entraînement qui dominent le pays ».

Le raid d'Entebbe, note POLITIQUE HEBDO, en montrant « les complications dont a souffert Israël en Afrique, en particulier au Kenya, a fait sauter au grand jour les tensions du continent noir ». Ce qui renforce l'opinion d'Arlette Laguerre, qui pense dans LUTTE OUVRIÈRE : « Une fois de plus, l'effort de Kampala démontre l'efficacité des actes terroristes individuels, car au terrorisme artisanal des pro-Palestiniens a répondu le terrorisme de l'Etat sioniste, avec des moyens incommensurables. Elle démontre aussi à quel point la politique de prise d'otages est une politique erronée, car ce mépris des vies humaines rabaisées au niveau de monnaies d'échange — même vie pour vie — se retourne dans l'opini-

Les bagages nylon de Lancel.



LANCEL

Opéra (parking Paramount)
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)
C.I.P. Porte Maillot - Parly 2 - Vélizy 2 - Créteil
Lyon Part Dieu et rue de la République - Nice
Dépositaires officiels - liste sur demande

سكان الابل

II. — Le jour du jugement ?

L'« ultrérisation »

Grande-Bretagne

Le primat d'Angletierre invite tous les fidèles à reconnaître que le parti est divisé, d'une part, par une société multiraciale et qu'il ne peut rien de dire des gens de couleur « *renvoyez-les chez eux* », d'autre part, par une importante partie d'extrême droite, qui se dit « *Le Parti du Cogan* » et condamne d'autre part toute manifestation de nature à gêner la tension raciale.

Plusieurs députés travaillistes ont exprimé leur mécontentement, le Dr Cogan et les ont qualifiés de « *racistes* ». M. Martin Flannery, député de Sheffield, a notamment déclaré : « *L'urgence n'est pas de faire un parti raciste, mais de faire un parti qui se propose d'apporter l'eau au moulin des racistes et du National Front (parti d'extrême droite)* ». Il est aussi membre du parti travailliste (siège à l'Assemblée de Londres), le révérend Trevor Buddington.

ment de prolonger d'une année
l'administration directe de cette

Une guerre de « jeunes » et de « travailleurs »

Le primat d'Angletierre invite tous les fidèles à reconnaître que le parti est fait, d'une part, par une société multiraciale et qu'il ne s'agit à rien de dire des gens de couleur « *renvoyez-les chez eux* », d'autre part, par une importante partie d'extrême droite, qui se dit « *Le Parti du Cogan* » et condamne d'autre part toute manifestation de nature à gêner la tension raciale.

Plusieurs députés travaillistes ont exprimé leur mécontentement, mais le Dr Cogan et les ont qualifiés de « *racistes* ». M. Martin Flannery, député de Sheffield, a notamment déclaré : « *L'urgence n'est pas de se débarrasser des raciaux, mais de leur offrir une patrie* ». Le parti du Cogan a pour programme que ses propos apportent de l'eau au moulin des racistes et du National Front (parti d'extrême droite). Il est aussi dirigé par un pasteur, le révérend (banlieue de Londres), le révérend Trevor Buddington.

Le vide politique

Il y a bien d'autres hypothèses, et les libanais sont imaginatifs, mais il en est une qu'on évite d'évoquer : la destruction pure et simple de Jérusalem du Nord. C'est un jour de la semaine, l'hypothèse du jour du jugement. Mais on n'en parle pas, c'est par crainte qu'elle ne se réalise d'elle-même.

Il y avait quelque chose de tragiquement ironique à entendre un réfugié libanais dire, en entrant dans le Liban précipitamment à Belfast : « Enfin en sécurité après les horreurs de l'hypothèse du jour du jugement. » Les plus strauss ont suivi une logique absurde qui leur est propre. Il suffit de peu pour que l'engrenage devienne intenable.

FIN

LES ADVERSAIRES DE LA CEE

**AFFIRMENT
QUE LA CHAMBRE
DES COMMUNES
EST RÉDUITE A L'IMPUISSANCE**

(De notre correspondant.)

Si la plupart des critiques conservateurs et travaillistes, ont dénoncé avec vigueur la « farce parlementaire », à laquelle ils ont été conviés par le gouvernement, ce fut M. Knoch Powell qui s'éleva avec le plus de vigueur contre le principe même du débat. C'est, dit-il, une « farce parlementaire ». Celle-ci va, d'après lui faire de la Chambre des communes un simple « Parlement provincial ». Une fois de plus, il a prédit que le jour où les citoyens britanniques se rendraient pleinement compte de cet abandon, les députés travaillistes seraient « en train de rentrer dans la Communauté européenne » — J. W.

LES ÉLECTEURS EUROPÉENS

	Population	Electeurs inscrits aux dernières élections législatives
Allemagne fédérale	61 181 000	41 388 000 (1972)
Belgique	9 760 000	6 322 227 (1974)
Danemark	5 036 124	3 699 677 (1973)
France	52 129 000	29 841 826 (1970)
Grande-Bretagne	53 530 000	25 800 000 (1973)
Irlande	3 020 000	1 783 694 (1973)
Italie	54 890 000	40 871 633 (1970)
Allemagne	25 700 000	15 570 000 (1972)
Pays-Bas	13 890 000	8 915 947 (1974)

(*) Depuis juillet 1974, la majorité électorale a été abaissée de vingt et un à dix ans. Le 29 février 1976, on comptait 33 260 436 électeurs inscrits.

POINT DE VUE

Inventer l'Europe

par EDGARD PISANI (*)

Il y a contradiction, et donc conflit potentiel, entre la souveraineté nationale mais aussi et la légitimité démocratique de l'Assemblée européenne.

C'est ce qu'ont voulu les auteurs du traité. Créer une tension et donc une dynamique, aller par phases successives vers un nouvel équilibre entre les compétences nationales et les compétences communautaires, entre le poids politique des Etats et celui de la Communauté.

Reste à savoir ce que veulent les responsables politiques d'aujourd'hui, l'élection au suffrage universel

(*) Ancien ministre, sénateur de Haute-Marne (P.S.).

● **M. Jean-Marie Daillès**, député de la Manche, secrétaire général du C.D.S., a déclaré, mardi 13 juillet : « Voici enfin l'Europe des peuples. C'est un événement sans précédent, un grand tournant dans l'histoire. Il y a lieu d'être très optimiste, très sûr, très sûr des atermoiements, des manœuvres, des marchandages inhérents à toute grande négociation, pour ne retenir que l'essentiel : le 12 juillet 1976, pour deux cent sept millions d'Européens, l'Union européenne a été fondée, comme si se devait la démocratie. (...) Le grand dessein est en marche et plus rien ne l'arrêtera. »

L'ACCORD DE BRUXELLES

Les parlements nationaux devront fixer les modalités d'élection des députés

(Suite de la première page.)

Le débat de lundi n'a porté que sur le nombre et la ventilation des sièges, les autres problèmes étant considérés comme résolu. Cela signifie que les réserves anglo-américaines et danoises, les républicains qui avaient été exprimés lors du conseil européen de Rome, demeurent. Les Anglais, soucieux de ne pas préjuger le défilé dont aura besoin le Parlement de Westminster pour approuver les dispositions législatives nécessaires, n'ont pas pris l'engagement ferme de proposer l'adhésion à la fin de mai-juin 1978. Ils ont cependant indiqué leur volonté de faire effort pour

pen, le 11 novembre, à la Haye et à l'issue d'une discussion que les représentants irlandais et britanniques ont poursuivie avec les chefs de gouvernement et sous-secrétaires d'Etat des Communautés qui entrent en fonction le 1^{er} janvier 1973. Conformément à un accord amiable conclu lors des négociations qui ont précédé l'adhésion de la Royaume-Uni, l'Irlande, l'Angleterre, l'Ecosse et le Pays de Galles, relevant maintenant d'un Anglais d'assurer la présidence. Le conseil européen a pris acte de l'intention du gouvernement britannique de nommer à ce poste M. Jenkins, l'actuel ministre de l'Intérieur. Mak-

Il s'est entendu que, conformément au traité, la désignation officielle du président du Conseil sera annoncée qu'au mois de décembre, et en même temps que celle du reste du collège. Les Français ne voulaient pas donner l'impression que le Conseil européen accepterait par anticipation les propositions du rapport Tindemans, concernant la nomination de la Commission : il y est suggéré dans ce lieu que le président soit désigné par le Conseil européen plusieurs mois avant son entrée en fonctions, puis qu'il sélectionne lui-même ensuite les autres membres du collège.

MAURICE DELARUE
et **PHILIPPE LEMAITRE.**

« LA LETTRE DE LA NATION » :

le vrai problème est celui des compétences.

Pierre Charpy, éditeur de la *Lettre de la Nation*, organe de l'U.D.R., note dans le numéro du 13 juillet :

« A la limite, on se tentait de penser que cela n'a pas grande importance et que plus tard sera le mode d'élection de cette Assemblée, moins elle aura tendance à agir en sa représentation nationale. L'important est de ses pouvoirs. Mais disons simplement que cette discussion « byzantine », selon la formule consacrée, fait apparaître la contradiction entre la volonté de l'Europe des États et l'Europe des peuples ». La Communauté européenne ne peut pas être créée sans désemparer les autres États. Il est d'ailleurs assez facile de constater que les plus fervents partisans de la seconde sont aussi les plus farouches défenseurs de la

» Le seul enseignement à tirer de ces arguments contradictoires est qu'un accord sur le mode d'élection à l'Assemblée européenne ne sera obtenu par un enthousiasme général, mais par une réflexion raisonnable. Le vrai problème est celui des compétences de cette Assemblée. Elles sont clairement définies et limitées par le traité de Rome. Elles ne peuvent être l'objet d'une révision du traité, avec toutes les implications politiques qu'entraîne un tel débat.

» La position de l'U.D.R. est sur ce point extrêmement claire : il n'est pas question d'aller dans le sens du rapport d'Andriessen qui tend à la création d'un pouvoir législatif supranational. C'est pour autant qu'on sache, également, la position du gouvernement français.

socialistes démocrates, a déclaré, dans les heures, a l'occasion de l'élection du Parlement européen, représente une victoire pour le rôle moteur que le président Giscard d'Estaing a donné à la France dans la construction européenne et qui se situe dans la continuité de l'action menée par les socialistes français qui étaient au pouvoir sans les communistes. Les socialistes, qui ont inscrit le principe de cette élection dans le traité du Marché commun, ont toujours pensé qu'un pouvoir politique européen était nécessaire pour coiffer le pouvoir économique et financer des grandes sociétés

Les régions

Les nouveaux présidents

BRETAGNE

M. ANDRÉ COLIN : il faut que l'État donne aux collectivités locales le droit de percevoir certains impôts

M. ANDRÉ COLIN, sénateur (Union centriste) du Finistère, a été élu le 24 avril président du conseil régional de Bretagne. Il explique ci-dessous comment, selon lui, devrait être conçue la réforme des collectivités locales (à laquelle travaille la commission Guichard) et fait le bilan du VI^e Plan en Bretagne (1).

« La loi de juillet 1972 sur les régions semble ne donner satisfaction à personne. En novembre, à Dijon, le président de la République a défini de manière restrictive les pouvoirs des régions. Alors, dans le système et les circonstances actuelles, la régionalisation est-elle « enterrée » ?

« Je formule que vous utilisez est, à beaucoup d'égards, excessive. Je pourrais, à mon tour, formuler une interrogation : « Quelle institution publique peut prétendre donner satisfaction à tout le monde ? »

Le cumul des mandats

« Sur quels points essentiels la commission Guichard devrait-elle faire des propositions ? Quelle est votre opinion sur le cumul des mandats ?

« La question essentielle posée par le président de la République à la commission présidée par M. Olivier Guichard me paraît être celle du partage des ressources et du partage des compétences entre les différents échelons territoriaux.

« Actuellement, l'État prélève à lui seul plus de 80 % des ressources fiscales. Il faut qu'il accepte de distribuer une plus grande part de ces recettes sous forme d'allocations globales ou qu'il donne le pouvoir aux collectivités décentralisées de percevoir le produit de certains impôts.

« La réforme de la fiscalité locale, longtemps promise, souvent discutée, reste l'une des réformes les plus importantes à mettre en œuvre rapidement.

« Le nouveau partage des compétences entre État, région et collectivités locales, c'est-à-dire

« Cependant, je crois qu'il faut rappeler le contexte politique dans lequel la loi fut adoptée par le Parlement, trois ans après l'échec du référendum de 1969 et alors qu'étaient développées dans le pays et au Parlement, de nombreuses thèses divergentes.

« A cette date, j'étais partisan de la conception qu'avait développée le président Pompidou dans son discours de Lyon. Il disait qu'il faudrait considérer la région, au moins au départ, comme une fédération de départements. Il faut bien reconnaître que, par rapport à cette formule qui avait l'avantage d'être claire et réaliste, le texte de la loi de 1972 est ambigu et peut prêter à confusion.

« Si la région n'a pas été créée sous forme de collectivité territoriale, son statut d'établissement public lui interdit d'intervenir dans la gestion, la dote d'un budget modeste, mais lui confère des possibilités importantes dans le domaine de l'investissement.

« Je conçois le rôle de la région dans la phase actuelle de son développement d'un triple point de vue : incitation et animation ; coordination des actions des collectivités locales ; rationalisation des investissements régionaux.

départements, communes et leurs groupements, ne peut être sérieusement envisagé qu'à partir d'un nouveau partage des ressources. C'est la condition nécessaire d'une véritable décentralisation.

« A propos du cumul des mandats, vous savez que la situation dans certains pays voisins comme l'Italie, par exemple, est sensiblement différente de celle que nous connaissons en France. Des règles plus strictes d'incompatibilité de mandats locaux et nationaux y sont appliquées avec des résultats qui paraissent bénéfiques ; ils montrent qu'une véritable décentralisation est une condition préalable et nécessaire à la limitation du cumul des mandats.

« Chez nous, un élu local qui veut faire avancer un projet susceptible de recevoir des financements du département, de la région, de l'État, est obligé de passer successivement à des fonctions électives à ces différents niveaux de façon à être en meilleure position pour négocier les participations financières nécessaires.

L'aide de l'Europe

« Vous êtes président du conseil régional et aussi président du conseil général du Finistère. Mais quelle institution, du département ou de la région, est la plus proche de votre cœur et de vos idées ?

« Vous savez que je représente au conseil général du Finistère l'île d'Ouessant. Je suis donc le plus occidental de tous les élus nationaux, régionaux, et vous pouvez aisément imaginer les problèmes que soulève l'équipement d'une île. Or, sur ce plan, le concours financier du conseil régional m'a été extrêmement précieux.

« Vous savez aussi que le Finistère est le seul département de la région qui soit entièrement bretonnant ; il est donc spontanément porté vers la vie régionale.

« Notre région est l'une des plus étendues d'Europe (environ 300 kilomètres, de Vitré au Conquet, sans compter Ouessant), ce qui ne nous a pas empêchés de développer, par exemple, du point de vue de l'éloignement de la capitale régionale de certaines communes ou villes de la Bretagne occidentale. Aussi, je considère qu'il convient de susciter des réunions hors de Rennes pour mieux montrer ainsi que l'installation régionale entend travailler en faveur de l'ensemble de la population bretonne.

« Dans le domaine de l'emploi, que peuvent faire immédiatement les établissements publics régionaux ?

« Je vous rappelle que les établissements publics régionaux ne peuvent intervenir que dans le domaine des investissements dont les effets se font sentir surtout à moyen et long terme.

« La qualité des infrastructures, tout le monde en est maintenant convaincu, conditionne le développement de la Bretagne, qui est le type même en Europe de la région périphérique et maritime. C'est ce qui explique que

« Quelles améliorations faut-il apporter à la politique d'aménagement du territoire et au fonctionnement de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) ?

« Certes, les priorités de la politique d'aménagement du territoire nous paraissent moins nettes qu'il y a quelques années. Ainsi, le régime des primes de développement régional qui vient d'être modifié risque de diluer géographiquement l'impact des aides de l'État, notamment en faveur de la création d'emplois du secteur tertiaire. Pourtant, l'association de la DATAR, avec le ministère de tutelle des collectivités locales pourrait être l'occasion d'assurer une cohérence plus grande entre les politiques gouvernementales concernant la modernisation des collectivités locales, la réforme de leur fiscalité, la décentralisation et le développement régional, questions intimement liées.

« Nous continuons à attendre beaucoup de la DATAR pour accélérer et consolider la reprise dans notre région, pour résoudre des problèmes graves, comme à Fougères pour la chaussure, à Redon pour la construction mécanique, à Brest pour la réparation navale. Mais nous attendons d'elle également une action ferme pour assurer le développement dans notre région d'activités de recherche et de fabrication dans le secteur de l'électronique

« La DATAR a été absorbée depuis le début de la crise, en 1974, par des actions de portée essentiellement conjoncturelle. Avec la reprise, il faut qu'elle reprenne les opérations de grande envergure qui orientent véritablement l'aménagement du territoire national. Un effort financier très important a été consenti en faveur de la Bretagne à l'occasion du Plan de soutien de septembre 1975, notamment avec la décision de construire la forme de radoub de Brest.

« Quel bilan peut-on tirer de l'application du VI^e Plan (1971-1975) en Bretagne ?

Des priorités moins nettes

« et du matériel de communication, notamment, qui connaît actuellement de profonds changements.

« Dans les perspectives ouvertes par le VII^e Plan, pour la définition concrète et la mise en œuvre des programmes d'action prioritaire, la DATAR peut, si elle le veut, trouver des formes nouvelles d'intervention.

« Quel bilan peut-on tirer de l'application du VI^e Plan (1971-1975) en Bretagne ?

Des engagements sûrs et précis

« Si le bilan migratoire s'est amélioré plus rapidement qu'il ne le fallait, en revanche l'État n'a pu atteindre l'objectif prioritaire de création de 40 000 emplois industriels nouveaux. Avec la crise, les créations de 1971 à 1975 n'atteindront pas 20 000 et seront même sans doute plus proches de 15 000. Nous attendons un redressement économique dans ce domaine vital pour la reprise du développement économique de la région.

« Pour le reste, je ne vous dirai pas que l'État n'a pas tenu ses engagements puisqu'il ne s'était

« L'État a-t-il tenu ses engagements ?

« En gros, je dirai que l'État a tenu ses engagements financiers exprimés en francs courants ! Mais les francs 1975 n'ont pas permis de faire le même nombre de kilomètres, le même nombre d'écoles, etc., que les francs de 1970. Il a fait plus que prévu pour le téléphone, l'automatisation est achevée en Bretagne, mais la croissance de la demande a été plus rapide encore que la progression du rythme des raccordements.

« Il n'a réalisé le plan routier breton que pour un peu plus de la moitié par rapport aux engagements confirmés solennellement par le général de Gaulle à Quimper en 1969. Aussi nous attendons un nouvel engagement formel du gouvernement pour le terminer avant 1980, au cours du VII^e Plan.

« Il a sensiblement augmenté les dotations pour l'équipement sanitaire en lançant un plan médico-hospitalier breton en 1976. Les dotations pour l'aide aux bâtiments d'élevage ont été sensiblement supérieures à celles prévues au début du VI^e Plan grâce au dynamisme des agriculteurs.

« Enfin, constatant que les agressions étaient particulièrement nombreuses dans les transports en commun entre 23 heures et 1 h. 30 du matin, les policiers du département, afin d'assurer la sécurité dans les rames mêmes du métro ou des trains, font la navette entre les gares parisiennes qui desservent les Hauts-de-Seine et les terminus du département. A la sortie des gares elles-mêmes, des cars de police... attendent les usagers qui désirent rentrer chez eux en toute sécurité.

« M.-C. R.

Hauts-de-Seine

VERROUS AUX PORTES

Le département des Hauts-de-Seine vient de mettre sur pied une série de mesures afin d'assurer la sécurité des habitants, particulièrement durant les vacances.

Les Hauts-de-Seine se placent immédiatement après Paris, dans le « hit-parade » des cambriolages. Les opérations menées les années précédentes ont fait baisser de 10 % le nombre des effractions. Ces actions (rondes, visites inopinées des immeubles) se répéteront en 1976, mais, afin de sensibiliser davantage l'opinion, une émission-exposition itinérante le département, informant les habitants sur la meilleure manière de se protéger.

Des opérations trois fois plus nombreuses que les années précédentes ont été menées dans les communes de la région. Certaines villes comme Neuilly-Malmaison ont distribué gratuitement des chaînes de sécurité aux personnes âgées aidées de la commune. Le département, d'autre part, a décidé de lancer une campagne d'information auprès des personnes âgées : conférences de policiers dans les foyers et les clubs, distribution de notices (tirées à quarante mille exemplaires avec l'aide financière du conseil général) dans les bureaux de poste.

Enfin, constatant que les agressions étaient particulièrement nombreuses dans les transports en commun entre 23 heures et 1 h. 30 du matin, les policiers du département, afin d'assurer la sécurité dans les rames mêmes du métro ou des trains, font la navette entre les gares parisiennes qui desservent les Hauts-de-Seine et les terminus du département. A la sortie des gares elles-mêmes, des cars de police... attendent les usagers qui désirent rentrer chez eux en toute sécurité.

« M.-C. R.

POINT DE VUE

VAL-D'OISE : trois domaines à protéger

par JACQUES GEORGES-PICOT

Montmorency, de l'Isle-Adam et de Camille constituent un massif boisé de plus de 3 000 hectares, presque continu, indispensable aux loisirs tant des habitants du Val-d'Oise que des Parisiens, mais dont la propriété du centre de Paris (15 à 20 kilomètres) n'est pas sans poser deux problèmes redoutables.

Le premier problème est celui de la conciliation de la sauvegarde, de l'entretien et de la régénération des forêts avec la jouissance de celles-ci, non plus par les habitants des seules communes voisines comme il y a peu d'années encore, mais au profit des millions de Parisiens qui, avec le développement de l'automobile, des deux-roues et du sport hippique, considèrent très légitimement les forêts comme de nouveaux bois de Boulogne à l'usage de leur détente dominicale. Il ne peut être question de freiner cette évolution normale et l'Office des forêts a fort bien compris que son rôle était de concilier le programme de conservation et de régénération forestière avec cet afflux de visiteurs nouveaux — d'où la réalisation très coûteuse de barrières et de plaques de protection, d'enclos de régénération, d'aires de stationnement et de pique-nique, de corbeilles pour les papiers et les ordures.

Mais cet effort risque de se trouver déborde par le foudroyant progrès de l'afflux des visiteurs : certains dimanches de printemps, nous avons vu les sites les plus appréciés de nos forêts envahies en une véritable place de l'Opéra, exigeant des appels à la gendarmerie pour déborder l'écheveau des voitures bloquées aux carrefours et débordant inévitablement dans les sous-bois. Les effectifs des gardes de l'Office des forêts ne peuvent leur permettre de jouer le dimanche ce rôle nouveau de police, qui ne correspond d'ailleurs pas à leur vocation principale. Cette surveillance exigera sans doute un corps nouveau et spécialisé pour la police des forêts domaniales de l'Île-de-France.

Le second problème est celui du conflit permanent entre, d'une part, le développement nécessaire des agglomérations comme des voies de communications, de l'autre le maintien des massifs forestiers dans leur étendue et dans leur continuité. S'il est exact que l'Office des forêts a réalisé une œuvre admirable en ajoutant plusieurs centaines d'hectares de bois, jusqu'à présent, à la

forêt domaniale de Montmorency, il faut bien constater que parallèlement certains lotissements, plus encore les lignes de transport électrique et les autoroutes réalisées ou projetées soustraient au massif forestier du Val-d'Oise au moins des dizaines, peut-être plus de 100 hectares.

En présence de ces projets d'emprise, les municipalités sont trop souvent impuissantes, d'autant que l'amélioration des grandes voies de circulation ne peut laisser leurs électeurs indifférents. Quant aux « Amis des forêts », ils se trouvent désarmés, car ils sont dispersés et leur voix ne peut se faire entendre que lorsqu'il est trop tard pour éviter le mal.

Heureusement les pouvoirs publics et les législateurs en particulier se préoccupent aujourd'hui de faire entendre la voix des amis de la

Après le supplément sur le Val-d'Oise publié dans le Monde du 6 juin, M. Jacques Georges-Picot, président de la Société des amis des forêts de l'Isle-Adam et de Camille, nous a fait parvenir le point de vue suivant.

Le département du Val-d'Oise, qui par sa situation, est à la fois une extension de l'agglomération parisienne et un pôle pour l'aération des habitants de cette ville, pose de multiples problèmes, notamment de conflits des intérêts en matière de constructions nouvelles, de voies de communications et d'espaces de loisirs. Au cours des dix dernières années, de grands efforts ont été accomplis par les pouvoirs publics pour l'étude et la solution de ces questions avec l'aide d'organismes et de comités publics ou semi-publics. Les trois forêts domaniales, de

Une lettre du maire d'Épinay

Après l'article intitulé « Les Petites Sœurs sont quittes pour Epinay. Ah ! si M. Marchais savait ça ! » (Le Monde du 6 juillet), le maire socialiste d'Épinay-sur-Seine, M. G. Bonne-maison, nous écrit :

Il aurait fallu éviter d'indélicates confusions de vocabulaire en parlant d'expulsion. Il est question d'acquisition amiable ou par voie d'expropriation de la propriété occupée par les Petites Sœurs de l'Assomption. Pour ce faire, une enquête publique préalable est en cours. La loi, tout l'arsenal des lois protège la communauté religieuse. L'acquisition ne peut se faire sans une indemnisation importante.

Il m'est arrivé de recevoir des mères de famille à la veille d'être expulsées. Pour elles, pas d'enquête publique préalable, pas d'indemnisation envisagée ; simplement les recours ultimes auprès de la préfecture ou de la police, les démarches que fait le maire, ou l'association de locataires, pour obtenir quelques délais, un peu de compréhension de la part de l'huissier ou de l'organisme propriétaire. C'est un autre drame. C'est un drame véritable sans commune mesure.

Autre remarque : sur les 457 hectares que compte la commune d'Épinay, 20 hectares, inclus dans le périmètre de rénovation du centre, sont densifiés,

pour lesquels je n'ai jamais prononcé le mot de rentabilité, qui ne fait pas partie de mon vocabulaire, mais d'équilibre budgétaire de la commune et de l'organisme rénovateur garanti par la commune.

Le plan d'occupation des sols, qui vient d'être soumis à l'enquête publique, montre par contre que pour les 277 hectares restants, l'action municipale, conforme au désir de la population, a tendu au maximum à limiter les possibilités de construction. Elle entend notamment mettre à la disposition de la population un espace vert public réservé à cet usage depuis quarante ans, selon un processus à définir avec les autorités religieuses, l'espérance d'un consensus amiable d'autant plus facile à atteindre que ne se mettront pas en travers les démagogues, les tactiques et autres faux dévots.

S'il arrive que la municipalité mette en cause la responsabilité de l'État, c'est à juste titre, puis-que c'est lui qui définit la politique en matière d'urbanisme, les crédits E.L.M. ou du Crédit foncier de trop courte durée et d'un taux trop élevé, les subventions inexistantes pour compenser les charges foncières de centre-ville et permettre de densifier.

ORLY
CARCASSONNE
en VFW614,
le nouveau jet de 48 places

TAT
LA COMPAGNIE AÉRIENNE
DES RÉGIONS
MENTIONNEMENTS RÉGIONAUX TOUTES AGENCES TAT

TAT tél 687 23 24

هكذا من الأمل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUESTIONS...

L'agriculture au fluor...

Depuis cinq jours, les secrets à l'usage d'Alain Pechiney (Hautes-Pyrénées), sont bloqués par les agriculteurs. Pourtant, le mois dernier, le préfet avait, par arrêté, prescrit à l'entreprise de réduire ses émissions de fluor à 400 tonnes par an au maximum. M. Roger Stéven, président de la chambre d'agriculture et de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, explique l'attitude de ses adhérents :

« Les organisations professionnelles de Hautes-Pyrénées estiment que la direction de l'usine Pechiney-Aluminium de Lannemezan est entièrement responsable de la détérioration des relations entre les agriculteurs victimes des pollutions atmosphériques et l'entreprise. »

Le fluor que l'usine rejette dans l'atmosphère cause de graves dommages, tant aux productions animales qu'aux productions végétales. Il porte des atteintes irréversibles à l'outil de travail des agriculteurs, déprécie le patrimoine agricole dans son ensemble et dégrade l'environnement.

Dans l'attente d'une disposition complète des nuisances qui constitue l'objectif fondamental à atteindre, et qui est toujours revendiquée par les agriculteurs, il est juste que

ces derniers, victimes de la pollution, recherchent et obtiennent une réparation équitable des dommages de toute nature occasionnés par les émissions fluorées.

Mais l'usine Pechiney ne reconnaît pas formellement sa responsabilité, pourtant surabondamment établie. Aussi indemnise-t-elle de façon imparfaite les dégâts qu'elle provoque, ne trouvant pas une juste réparation des préjudices tels que la baisse de productivité des élevages bovins, les frais engagés par les agriculteurs pour le remplacement des bêtes abattues, le manque à gagner.

Les événements actuels mettent en évidence la lourde responsabilité de l'usine Pechiney, dont la politique a été jusqu'ici par la corrélation des pouvoirs publics. L'Etat n'a pas été en mesure de faire respecter les arrêtés préfectoraux et la réglementation concernant les établissements classés, interdisant d'une manière générale toute forme de nuisance. Cette négligence s'est traduite dans les faits par une émission de plus de mille tonnes de fluor par an.

En dépit des efforts actuellement faits par le préfet, les agriculteurs interprètent le nouvel arrêté, qui oblige l'usine à s'équiper pour restreindre d'ici à la fin de 1978 ses émissions de 400 tonnes par an, comme la reconnaissance d'une situation de fait. Ils continuent à juger celle-ci intolérable. C'est ce qui explique leur détermination et leur insistance.

...RÉPONSES

TRANSPORTS

LE PREMIER MINISTRE A 300 KILOMÈTRES À L'HEURE

(De notre correspondant.)

Mont-de-Marsan. — Le premier ministre a essayé le lundi matin 12 juillet, entre Morcenx et Pau, dans les Landes, le train à grande vitesse (T.G.V.) qui circulera en 1982 sur la voie ferrée nouvelle Paris-Lyon. Le T.G.V. 001 a fait une pointe de 300 km/h, avec à son bord M. Jacques Chirac qu'accompagnait M. Jacques Pélissier, président du conseil d'administration de la S.N.C.F.

Pour le premier ministre, « le T.G.V. est un moyen de transport absolument admirable, parfaitement adapté au point technique et qui représentera une amélioration considérable pour la desserte de Paris-Lyon. Je ne pense pas que le transport aérien souffrira de la concurrence du T.G.V., a-t-il ajouté. Si mon gouvernement n'avait pas pris, il y a quelques mois, la décision de relier Paris et Lyon par le T.G.V., la desserte du Sud-Est aurait été très vite engorgée. » — G. D.

LE BRESIL EN CONCORDE ET EN PAQUEBOT. — La compagnie maritime britannique P&O, qui vient de s'associer avec Air France pour offrir à ses clients un programme « croisière-vol en Concorde », a partir ou à destination de Rio de Janeiro. En novembre prochain, les passagers auront le choix entre l'aller à bord du paquebot *Candor* et avec retour en Concorde ou l'inverse. — (A.F.P.)

Faits et projets

Circulation

CEINTURE DE SÉCURITÉ. — M. Francis Rogier a porté plainte contre M. Christian Géraud pour constitution de bande organisée pour divagation d'informations mensongères. Le secrétaire général du mouvement autodéfense continue à être en offensive contre la plainte déposée, le 26 juin dernier, contre la prévention routière, ces manifestations au directeur de la protection civile, également secrétaire général du comité interministériel de la sécurité routière, qu'il s'en est pris, auprès du procureur de la République de Saint-Etienne.

Paris

REVENCHES DES TOURS DANS LE QUINZIÈME ARRONDISSEMENT. — Quarante copropriétaires d'un immeuble

de la rue du Docteur-Finlay, qui réclamaient des dommages et intérêts à la société qui a construit, près de chez eux, une tour (la tour des Indes) ont été déboutés. Le tribunal a, en effet, estimé que la tour avait été érigée suffisamment loin de leur immeuble et en conformité avec tous les règlements d'urbanisme.

Provence-Côte d'Azur

M. PAUL AUGIER REPRÉSENTANT DU COMITÉ ECONOMIQUE ET SOCIAL DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR. — M. Paul Augier a été réélu, lundi 12 juillet, président du comité économique et social de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur par 39 voix sur 60 votants. M. Paul Augier est âgé de soixante-quatre ans. Ancien avocat au barreau de Nice, il est président de la société internationale du Grand Hôtel de Cannes et du Negresco à Nice.

Qualité de la vie

PECHINEY-UGINE-KUHLMANN PLAIDE COUPABLE. — Le conseil d'administration de Pechiney-Ugine-Kuhlmann a reconnu, le lundi 12 juillet, que c'est un déversement accidentel d'acroléine, substance extrêmement toxique, qui a causé, au début de son usine de Pierre-Bénite (Rhône), la destruction d'une grande partie de la faune du fleuve.

UN CONSERVATOIRE BOTANIQUE À REBENT. — La commune urbaine de Rebent a donné son accord, samedi 10 juillet, à la création d'un conservatoire botanique de 15 hectares sur le territoire de communes de Rebent et de Guipavas. Cet établissement assurera la conservation des plantes des pays tempérés menacées de disparition.

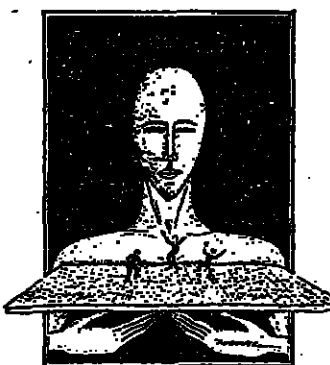
Transports

LE « BATILLUS » À APPAREILLER. — Le *Batillus* (550 000 tonnes), plus grand navire du monde, a appareillé, vendredi 9 juillet, d'Antifer pour son premier voyage vers le golfe Persique.

MAUVAIS RESULTATS EN 1975 POUR LES COMPAGNIES AERIENNES. — Les statistiques de l'Association du transport aérien international (IATA) font apparaître qu'en 1975 les cent dix compagnies membres ont perdu 400 millions de dollars (1 880 millions de francs), en grande partie à cause de l'inflation. Leurs revenus ont atteint le seuil record de 30 milliards de dollars (141 milliards de francs). L'augmentation du trafic pendant les premiers mois de cette année indique que la situation « résultats améliorés » pour 1976.

ARTS ET SPECTACLES

Festivals



Du Marais à l'Estival

Le Festival estival prend le relais du Festival du Marais à l'occasion d'un spectacle organisé en commun au palais de Chailot : le théâtre national de France et l'ensemble technique « la Caméra Nova » présentent « Les Amants magnifiques », comédie-ballet de Molière et Lully.

Avec un budget modeste, dont la subvention de la Ville de Paris représente 80 %, le Festival du Marais a perdu de sa superbe d'antan, mais non de son intérêt. Dans l'impossibilité de monter des spectacles de théâtre et de danse, il s'est essentiellement composé, cette année, de concerts de musique classique au cours desquels cinq mille spectateurs ont pu apprécier des musiciens jeunes et de talent. Des expériences comme le café chantant des caves de l'hôtel de Beaurivault, les visites-conférences du quartier et les spectacles pour enfants ont été reprises avec succès.

Mais l'originalité du festival de cette année tient sans doute moins au succès de ces spectacles qu'à l'animation des rues. La place des Vosges, la place du marché Sainte-Catherine et autres pavés du Marais ont été choisis par tous ceux qui voulaient faire partager à tous et sans autre forme de procès leur spectacle. Il faut saluer au passage l'initiative, groupement de compositeurs et d'interprètes qui a essayé d'attirer un public de passage vers la musique contemporaine, par exemple, square Langlois, à un rejet de la part de ceux à qui cet endroit appartenait habituellement. Il y a peut-être là une invitation à ne pas confondre animation et intrusion.

Le Festival du Marais, en partie déserté depuis le début du mois de juillet, passe la main — changement de public oblige — au Festival estival. Celui-ci propose jusqu'au 23 septembre deux à trois concerts par jour dans douze lieux parisiens. Certains de ces concerts « itinérants » sur les bateaux-mouches. Le montage audiovisuel « Paris story » sera projeté quasi quotidiennement à 21 h. 30 dans les jardins du Palais-Royal. D'autre part, un forum international de claviers, un cours d'interprétation de guitare par Oscar Ghiglia, des ateliers vocaux et instrumentaux pour amateurs auront lieu au cours des mois d'août et de septembre.

* Festival estival. Renseignements : 633-61-77.

Avignon commence bien

(Suite de la première page.)

Trois caractères dominent la pièce « Pierre de touche », le vieil aliéné paranoïaque et ironique, qui « cherche » sans cesse autrui, le dialogue avec autrui, et qui, comme si son délire coupait ou noyait les ficelles du mensonge, libère les vérités pas bonnes à dire. Rosalinde, fille d'un duc en exil, amoureuse, raisonneuse et volontaire, qui milite pour des liens entre hommes et femmes délivrés de toute sentimentalité, pour des amours responsables, intelligentes, au besoin gaies. Enfin, Jacques, schizophrène mélancolique qui tourne le dos à l'univers et à lui-même, Shakespeare l'a voulu, tourne le dos à la pièce où il n'apparaît que comme un intrus, auquel toutefois les autres personnages sont violemment attachés.

Le génie de Shakespeare est de mettre en contact ces trois caractères d'exception avec d'une part des courtisans, d'autre part des femmes et des hommes de la campagne qui sont, eux, sincèrement, on ne peut plus typiques de leur classe, et d'établir chaque fois des dialogues d'une richesse presque incroyable, fondés sur une alliance de loyauté, de mensonge, de provocation, d'inconscience ou de conscience de classe.

Il y a sans cesse dans « Comme il vous plaira » une analyse pénétrante et inattendue, des enchaînements et des discontinuités de la conscience, et cette analyse phénoménologique gagne l'ensemble de la pièce, où les gens et les

actes semblent des effets du hasard, du contre-gré. Arrière-pensées, actes manqués, décisions contraires, réussites involontaires, dansent au milieu d'un tourbillon d'observations implacables.

Une mise en scène de « Comme il vous plaira » doit d'abord songer à sauvegarder autant que se peut cette richesse d'observations, ce carrousel d'introspection et d'ironie, cette singularité fascinante des caractères. Et c'est ce qu'a réussi Banno Besson, aussi bien par une direction très fine et différenciée des acteurs que par une évolution brusque, légère, fortuite, inévitable des âtres. Voilà sans aucun doute un vrai mettre en scène sans clichés, qui s'emploie à respecter la richesse du texte et à toutes les valeurs d'une œuvre très rapide, contrastée, ombragée par moments.

Les costumes de Exio Toffolotti sont merveilleux de précision et de poésie unis. On ne saurait accompagner les mouvements profonds de chaque présence individuelle avec un à-propos plus discret, plus beau. Après quelques minutes d'étonnement, le décor du même Toffolotti, de géantes gaines d'écration rouges qui se rejoignent sur un ring d'écarter, central, couleur soie, s'avère pratique et juste, permet une lecture nette des aléas de l'action, met bien en lumière les raccourcis et les « folies » d'une pièce fondamentalement anormale.

Une très nombreuse et remarquable interprétation se détache, Mario Gonzalez (Pierre de touche), Jean-Claude Jay (Jacques le mélancolique), Pierre Frog (un berge), Jacques Boudet (un courtisan), puis un berge. La distribution féminine est peut-être moins convaincante. C'est là le seul défaut d'une représentation d'une rare beauté, qui oille la générosité d'imagination poétique à une parfaite rigueur d'expression. Le trentième Festival d'Avignon commence bien.

MICHEL COURNOT.

En bref

Cinéma

« Symptoms »

Présenté au Festival de Cannes 1974, ce film britannique avait provoqué la consternation générale. A le revoir au milieu des westerns animés, des comédies défilées et des pornos hypocrites qui constituent le lot de la saison estivale, on serait tenté de le juger avec plus d'indulgence.

Au fond, l'erreur capitale du réalisateur Joseph L. Mankiewicz est d'avoir voulu trop bien faire. Pour décrire la névrose d'une demoiselle qui torture ses inclinations lesbiennes et une jalousie obsessionnelle, il use et abuse des poncifs propres au cinéma d'épouvante. Ce ne sont que cris mystérieux, apparitions fantomatiques, orages apocalyptiques, explosions de violence. L'accumulation de ces vieux trucs trôle le ridicule, mais il faut bien convenir qu'à deux ou trois reprises — les coups de cymbales de la musique aidant — on a le cœur qui bat. Aux amateurs d'angoisse poétique sont destinées les images d'un lac silencieux dont la vase recèle des cadavres. Et ceux qui ont du goût pour les émotions fortes apprécieront la manière dont la demoiselle frustrée poignarde avec un couteau de cuisine les gens qui lui déplaisent.

J. B.
* Luxembourg, Elysees Point Show (v.o.), interdit aux moins de 13 ans.

Petites nouvelles

Un musée Pissarro va être prochainement inauguré à Fontainebleau, dans l'ancien château qui domine les remparts. L'Association des amis de Camille Pissarro, constituée l'an dernier, y réunira les souvenirs du grand impressionniste, qui passa une partie de sa vie à peindre les paysages du Vexin et les bords de l'Oise.

L'Association des amis de Georges Jamati attribueront un prix de 3 200 francs sous forme d'une bourse de voyage pour permettre à un étudiant de réaliser un ouvrage d'esthétique ou d'histoire du théâtre. Les candidatures doivent être adressées avant le 31 octobre à M. Souzard, 41, rue Boudard, 75014 Paris.

Les Cahiers du cinéma s'ouvrent une souscription de 50 000 F pour redevenir manuscrits tout en gardant leur indépendance financière. (3, passage de la Boule-Bianche, 75012 Paris. C.C.P. 7890-76 Paris.)

Le film australien « Mad Dog », réalisé par Philippe Mora, a reçu le trophée John Ford à l'issue du premier Festival de westerns de Cannes. L'acteur allemand Hardy Krüger a reçu un prix d'interprétation.

Le poète colombien León de Greiff vient de mourir à Bogotá à l'âge de quatre-vingt ans. León de Greiff, qui fut diplomate, était l'auteur de « Terribles », « Les Variations », « Les Variations autour de rien ».

(PUBLICITE)

Campagne mondiale pour la

RESTITUTION par les FISCS

des impôts qu'ils ont volés en vertu de l'anachronisme Comptabilité « à parts doubles », dite aussi « historical costs accounting », qui, encore en 1976, ignore l'existence des indices de prix.

LA COMPTABILITÉ INDEXÉE

traduit la réalité parce qu'elle fait intervenir les indices de prix, généraux et spécifiques, lors de l'établissement annuel des états financiers, bilans et autres. Et c'est ainsi qu'elle affiche le montant réel du bénéfice adopter comme assiette de l'impôt.

C'est déjà en 1917 que le professeur Théodore Limpert dénonçait les conséquences de la comptabilité anachronique : 1° bénéfices surfaits ; 2° impôts sur les bénéfices surfaits ; 3° ERREURS de gestion sous la forme d'investissements qui ne devraient pas être faits ; 4° persécution de l'INFLATION.

C'est à bon droit que l'Expert-Comptable suisse Fernand Frachebourg qualifie cette Comptabilité anachronique, qui est la cause de l'IRREVERSIBLE SPIRALE INFLATIONNISTE, de

GERME de MORT

qu'il faut extirper. C'est depuis 1967 et à plein temps que je m'emploie à faire comprendre la nécessité d'adopter la Comptabilité indexée. J'ai contacté les autorités Comptables, Patronales, Gouvernementales, avec le plus parfait insuccès. Le 28 novembre 1969, le ministre François-Xavier Ortoli m'informa que les bénéfices FICTIFS sont un « impératif fiscal », ce qui est une manière d'enterrer le « VOL SCIENTIFIQUE » d'impôts.

A l'étranger, le même incompréhension qu'en France. Voici cependant un pays où, le 14 février 1973, le professeur Raymond Mayer, responsable du Plan comptable général de Belgique : « Ce serait manquer à notre devoir que de ne pas féliciter vivement M. Emilie Krieg pour la persévérance dont il fait preuve pour rétablir la vérité dans les comptes des entreprises, et nous espérons qu'il sera un jour compris par les autorités, non seulement de son pays, mais encore des autres nations. »

CONCLUSION : le moyen de rétablir la vérité alors que l'anachronisme Comptabilité est encore légale, consiste à calculer le montant réel du bénéfice à adopter comme assiette de l'impôt. Les Entreprises exigent alors des FISCS la restitution de l'excédent des impôts payés sur les impôts dus.

Mon Ouvrage intitulé « SORTIR DE L'INFLATION », 24 pages environ, enseigne les calculs nécessaires, de le distribuer gratuitement lors de leçons collectives gratuites, en n'importe quelle localité francophone et qui peuvent m'être demandées par n'importe quelle personne intéressée. Ce sont souvent des Etudiants (es) qui me demandent ces leçons, que je donne alors en présence de leurs professeurs. Cet Ouvrage n'a pas de Copyright. J'en recommande vivement la reproduction, ou l'imitation, afin d'écarter le plus vite possible le GERME de MORT évoqué par Frachebourg.

En dehors de ces leçons, je demande une participation de 50 FF. (Etablissements : 20 FF.)

Emilie Krieg, 7, rue d'Anjou, 75008 PARIS. Compte postal Paris 1080-11.

Emilie Krieg, tél. 285-55-78 souhaite être contacté par des personnes désireuses de s'informer plus avant. Du 30 juillet au 12 août 1976 il résidera à [19]te] Richelieu, 63130 ROYAT, tél. (73) 35-59-31.

Perrier c'est fou !



Perrier
Charmoz

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

LES INVERSIONS DU CHAMP MAGNÉTIQUE TERRESTRE

Quand la Terre perd le nord

LES géophysiciens acceptent, dans leur ensemble, l'idée que le champ magnétique de la Terre s'inverse : à des intervalles irréguliers et pour des durées de temps variables, la Terre perd le nord, c'est-à-dire que son pôle nord magnétique devient le pôle sud magnétique et vice versa ; puis le champ magnétique revient à son sens actuel... que nous appelons « normal », bien évidemment.

Depuis une vingtaine d'années, la méthode « potassium-argon » a été couramment employée pour dater avec une précision de l'ordre de 5 à 10 %, variant avec la nature et l'âge des échantillons, des roches volcaniques qui se sont mises en place il y a plus de quelques centaines de milliers d'années.

Enfin, depuis une douzaine d'années, a été élaborée pas à pas la double théorie du renouvellement des fonds océaniques et de la dérive

des continents, qui a abouti à la tectonique des plaques.

Celle-ci est la première hypothèse globale qui permet de reconstituer l'histoire « récente » par notre planète depuis au moins 225 ou 230 millions d'années en y faisant participer des phénomènes aussi différents que les séismes, les volcans ou les anomalies magnétiques imprimées dans les fonds océaniques par les inversions du champ magnétique.

Inversions du champ magnétique, datations au potassium-argon, tectonique des plaques, sont étroitement liées. Les premières ont été un des éléments déterminants dans l'élaboration de la tectonique des plaques. Et, sans les datations absolues, il aurait été impossible de fixer la chronologie des inversions du champ magnétique et de vérifier la justesse de la tectonique des plaques.

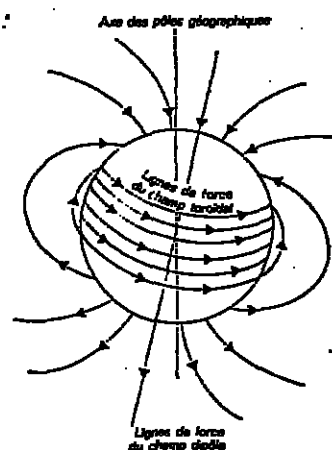
Dipôle et non-dipôle

LES variations rapides des éléments du champ magnétique affectant celui-ci avec des périodes allant de quelques secondes à onze ans au moins ont des origines externes puisqu'elles sont liées à l'activité solaire. Les géophysiciens qui veulent en s'intéresser qu'aux sources internes du champ doivent donc utiliser diverses techniques mathématiques (parfois la simple moyenne de

mesures répétées pendant plusieurs années) pour se « débarrasser » de la partie externe du champ.

À quel est due la partie interne du champ magnétique terrestre ? On en fait essentiellement de fer et de nickel. Ceux-ci, soumis à des pressions et à des températures énormes, seraient à l'état liquide et susceptibles d'être brassés par des courants internes. Ces courants seraient très lents (quelques kilomètres par an, peut-être), mais leur vitesse serait suffisante pour engendrer un mécanisme de dynamo auto-entretenu, lui-même créateur d'un champ magnétique. Un tel mécanisme d'auto-entretien est possible : on en a réalisé un modèle en laboratoire. En outre, il est indispensable pour que le champ magnétique se perpétue depuis des millions d'années.

La circulation, dans le noyau, serait de deux ordres : — il y aurait tout d'abord une circulation annulaire générale d'ouest



en est, couplée avec la rotation de la Terre autour de l'axe des pôles. Cette circulation générale serait liée à un champ magnétique dipôle dont l'intensité propre représenterait 90 % de l'intensité du champ total :

— il y aurait aussi des tourbillons que l'on peut assez bien comparer aux tourbillons cycloniques ou anticycloniques qui se superposent à la circulation atmosphérique générale. Ces tourbillons engendreraient un champ non dipôle dont l'intensité représenterait 10 % de l'intensité du champ total. Dans le noyau (comme dans l'atmosphère) ces tourbillons ne seraient pas fixes, ce qui expliquerait les déplacements séculaires des grandes anomalies régionales du champ magnétique. Enfin, il y aurait toujours un certain nombre de tourbillons : le champ non dipôle ne s'annulerait donc jamais.

En revanche, le champ dipôle peut diminuer d'intensité et s'inverser. Pourquoi ces inversions ? Les réponses à cette question sont encore purement hypothétiques.

Dans l'autre sens

Les magnéticiens supposent qu'il existe dans le noyau un champ magnétique toroidal (un tor est un volume annulaire dont la forme peut assez bien être comparée à celle d'un beignet aux pommes) couplé à la rotation de la Terre, donc permanent, très intense mais pas observable à partir de la surface de la Terre. A ce champ toroidal serait associé le champ dipôle, celui-ci pouvant être indifféremment de sens normal ou de sens inverse. Le champ dipôle, peu intense par rapport au champ toroidal, n'aurait donc besoin que d'un faible apport d'énergie pour s'inverser. Ce petit apport d'énergie pourrait provenir des irrégularités qui se produisent dans la distribution des tourbillons de la circulation dans le noyau.

En quelques milliers d'années l'intensité du champ dipôle diminuerait peu à peu et s'annulerait. Si le champ dipôle disparaissait, le champ toroidal resterait. Mais le champ non-dipôle ne s'annulant pas, le champ terrestre garderait toujours une valeur minimum. Au cours des 4,5 millions d'années, le champ dipôle aurait eu à changer vingt-cinq fois de sens pour des durées très variables allant de 600 000 ans à moins de 20 000 ans.

Les fonds océaniques, faits, pour l'essentiel, de basalte, et également les roches volcaniques continentales, gardent la trace de ces inversions. Basaltes et lavas continentaux contiennent, en effet, de la magnétite (Fe₃O₄) qui a des propriétés ferromagnétiques, c'est-à-dire qu'au cours de leur refroidissement elles s'aimantent définitivement dans le sens du champ magnétique régnant à la période de leur mise en place.

YVONNE REBEYROL
(Lire la suite page 10.)

Libres opinions

« Pour les sciences humaines »

par OLIVIER DOLLFUS (*)

« L'INTERROGATION sur l'homme et les collectivités dans lesquelles il vit doit figurer parmi les préoccupations de la politique française », indique un rapport préparé pour le VII^e Plan. Chercheurs et organismes sont-ils capables et ont-ils les moyens de répondre aux questions que pose et que se pose notre société ?

Au cours des deux dernières années, plusieurs diagnostics ont été portés sur l'état de la recherche française en sciences humaines : rapport de conjonction du C.N.R.S. ; celui de MM. Hoffmann, Taffel et Leontief pour l'O.C.D.E. ; rapport rédigé par M. Soustelle, à la demande du premier ministre, sur la situation de la recherche en archéologie et en ethnologie ; travaux préparatoires au VII^e Plan. Tous signalent l'éparpillement des moyens mis en œuvre, les faiblesses du dispositif au niveau de la formation des chercheurs, la mauvaise circulation de l'information, notamment entre la communauté scientifique et les utilisateurs de la recherche, collectivité et administrations. Le renom international de brillantes personnalités ou de quelques équipes ne parvient pas à masquer les déficiences du système de recherche.

Ces déficiences s'expliquent. Depuis un siècle et demi, on sait « fabriquer » des ingénieurs ; depuis les années 1960, les facultés des sciences forment des physiciens, des mathématiciens, des naturalistes, et des moyens ont été accordés pour mener à bien cette tâche de formation à la recherche. Il n'en va pas de même pour les sciences humaines. Pendant la grande période d'expansion de la recherche, entre 1960 et 1967 — la croissance annuelle en volume était alors de 13,5 % — les sciences humaines sont restées à l'écart du mouvement. Ces postes étaient créés dans les universités pour faire face à l'afflux des étudiants ; ils ne s'accompagnaient pas d'un effort correspondant permettant la constitution d'équipes de recherche et de formation par et pour la recherche.

Au moment où, sous l'impulsion de quelques personnalités vigoureuses, la recherche s'organise dans les facultés des sciences, la faculté des lettres de Paris — la Sorbonne — où se soutenaient 80 % des thèses de doctorat d'Etat, n'emargeait pas au budget de la recherche universitaire, sinon par le biais de rares formations associées au C.N.R.S. En outre, l'université « traditionnelle », soucieuse d'assurer sa reproduction, ne s'ouvrait guère aux nouveaux courants de la recherche, notamment en sciences sociales. Le C.N.R.S., la sixième section de l'Ecole pratique des hautes études, s'efforçait, mais imparfaitement, de compenser les « oublis » de l'université. Le VII^e Plan avait indiqué que la recherche en science humaine constituait une priorité ; cette recommandation n'a pas été suivie. Le ralentissement dans la progression des crédits de recherche depuis 1970, l'anémie qui affecte les budgets universitaires (et notamment ceux de la recherche), un coefficient très bas attribué aux sciences humaines dans l'allocation des crédits universitaires par rapport aux sciences de la matière et de la vie, ne permettent pas de combler le retard. La création, en 1975, de huit cents formations universitaires autorisées à délivrer des doctorats de troisième cycle en sciences humaines, économiques et juridiques, peut faire illusion. Mais aucun moyen nouveau n'a été accordé aux universités pour assurer cet enseignement de recherche, et le nombre de formations est probablement trop élevé.

L'effort à faire

Or, pour mieux connaître la signification des changements qui affectent nos sociétés, pour maintenir le patrimoine culturel, pour pouvoir répondre aux demandes des partenaires sociaux — collectivités et administrations — un effort particulièrement vigoureux devrait être entrepris dans les années à venir et porter sur :

— La formation de chercheurs au sein d'équipes ayant des programmes de recherche et les moyens de les mener à bien ;

— Le renouvellement et l'accroissement du nombre des emplois scientifiques, notamment en personnel technique de haut niveau. Par suite du tarissement progressif des recrutements universitaires, la cohorte des « enseignants-chercheurs » vieillit sur place, et les 3/4 de postes nouveaux de chercheurs qui seront créés au cours du VII^e Plan ne concernent pas le personnel universitaire ;

— Le renforcement des moyens collectifs. Les bibliothèques, les centres de documentation et de traitement des données, sont les équipements lourds des sciences humaines. Or on constate un désinvestissement des bibliothèques, qui ont un personnel très insuffisant pour assurer un fonctionnement normal. Si la recherche documentaire a progressé dans les sciences médicales, l'effort qui est actuellement entrepris pour les sciences humaines, en particulier par le C.N.R.S., ne doit à aucun prix être ralenti ;

— Une meilleure diffusion des travaux et des résultats, à l'intérieur de la communauté scientifique nationale et internationale, mais également auprès du public. Cela demande, chez les scientifiques, un effort de clarification dans le vocabulaire employé, une meilleure précision des concepts utilisés, pour que les travaux soient accessibles au plus grand nombre ;

— L'amélioration des procédures de médiation entre les centres de recherches et les utilisateurs. Cette amélioration des relations suppose que l'autonomie du secteur « recherche » soit préservée, entre autres par l'allocation de moyens stables permettant de mener à bien les études ;

— L'ouverture de champs nouveaux ou mal connus. Par exemple l'étude des conséquences du vieillissement de la population sur l'ensemble de la société, par une meilleure insertion des sciences sociales en matière de recherche de santé. Mais la recherche ne peut se « provincialiser » en se cantonnant au territoire métropolitain et à sa population. La connaissance s'enrichit par la comparaison. D'où la nécessité de poursuivre les recherches sur les autres nations industrielles comme dans les pays d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique, pour autant que ces recherches puissent se faire en collaboration avec les équipes locales. Cela suppose, à titre de réciprocité, de faciliter l'accueil et le travail en France de chercheurs étrangers : un regard différent est bien utile pour mieux connaître la société dans laquelle on vit.

Ces quelques points, brièvement énumérés, font un peu figure de catalogue. Certains d'entre eux figurent parmi les priorités proposées au titre du VII^e Plan pour la recherche. Et, à ce titre, il convient que ce secteur de la recherche, comme les autres, soit assuré d'un financement régulier et progressif dès 1977. Les à-coups dans le financement de la recherche sont des opérations trop coûteuses par suite des déperditions pour être supportées par nos organismes de recherche.

Il ne faudrait pas que les sciences humaines, parce qu'elles posent des questions qui dérangent, restent des parias en marge de la communauté scientifique.

(*) Professeur à l'université de Paris-VII.

Déclinaison, inclinaison et intensité

Le champ magnétique terrestre en chaque point du globe est défini par plusieurs éléments.

● LA DÉCLINAISON, c'est-à-dire l'angle formé par la direction prise par l'aiguille de la boussole (pointée vers le nord magnétique) et le méridien local (orienté vers le nord géographique). La déclinaison varie selon le lieu et aussi selon le temps. Elle varie journalièrement et régulièrement de quelques minutes d'arc — c'est la variation diurne, — mais, pendant les orages magnétiques liés à l'activité solaire, elle peut varier brusquement de plusieurs degrés. Selon toute vraisemblance, ces variations diurnes ont une cause extérieure à la Terre : on les impute aux répercussions de l'activité solaire sur la haute atmosphère, en particulier sur l'ionosphère.

La déclinaison subit aussi une variation séculaire : ainsi la déclinaison de la boussole à Paris était-elle de 2 degrés (vers l'ouest) en 1817, de 23 degrés en 1798, de 14 degrés en 1914 et de 5 degrés en 1976 (toujours vers l'ouest). Vers l'an 2000, toujours à Paris, elle devrait être de zéro degré, c'est-à-dire que l'aiguille aimantée pointera vers le nord géographique. Ces variations lentes, mais importantes, accompagnent le déplacement des pôles magnétiques. Ceux-ci se déplacent, en effet, dans les très hautes latitudes géographiques en suivant un parcours capricieux et aléatoire que l'on impute à des causes internes.

● L'INCLINAISON, c'est-à-dire l'angle formé par le plan de l'aiguille aimantée libre (c'est-à-dire suspendue à un fil) et l'horizontale du lieu.

L'inclinaison varie considérablement selon la latitude magnétique : de zéro degré à l'équateur magnétique, elle passe à 90 degrés aux pôles magnétiques, où l'aiguille aimantée est verticale.

L'inclinaison varie lentement puisqu'elle aussi est tributaire des déplacements des pôles magnétiques. A Paris, par exemple, elle a diminué de quelque 10 degrés entre 1817 (75°) et 1976 (64°).

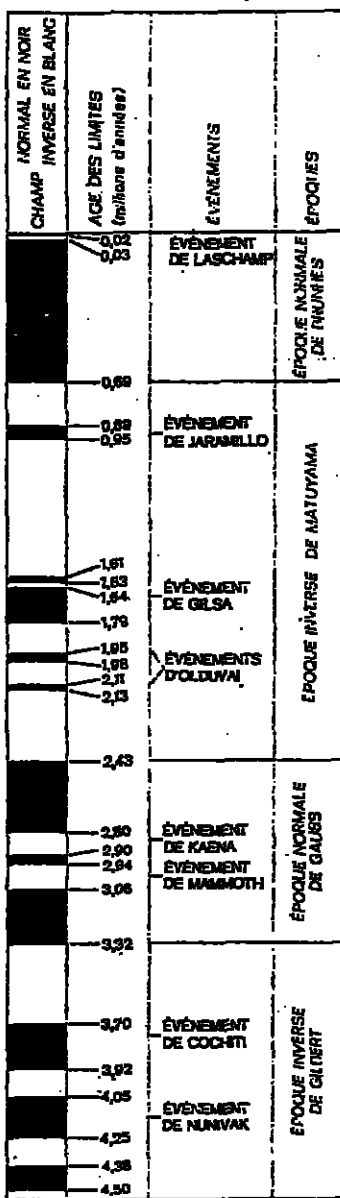
● L'INTENSITÉ, mesurée en

teslas, en gauss, ou en gammas (1 tesla = 10 000 gauss ou 1 000 000 000 gammas). L'intensité du champ magnétique varie, elle aussi, selon la latitude magnétique ; elle est actuellement en moyenne de 30 000 gammas à l'équateur magnétique et de 60 000 à 70 000 gammas au pôle magnétique (à Paris, elle vaut environ 46 000 gammas). Ces valeurs moyennes montrent que le champ magnétique de la Terre est faible : l'homme est en effet capable de fabriquer des aimants dont l'intensité est de plusieurs teslas (on plusieurs milliards de gammas).

L'intensité varie également dans le temps : elle présente de faibles variations diurnes (de l'ordre de la dizaine de gammas) et une forte variation séculaire. Ainsi, en Europe occidentale, depuis 600 ans avant Jésus-Christ jusqu'à maintenant, s'est-elle diminuée régulièrement de 70 000 à 45 000 gammas. Là encore, les variations diurnes sont attribuées à des causes extérieures à la Terre, alors que les variations séculaires semblent dues à des phénomènes internes.

En outre, l'intensité du champ magnétique est affectée par de fortes anomalies régionales dont les dimensions avoisinent les 10 000 kilomètres et qui peuvent atteindre et même dépasser 15 000 gammas, et par des anomalies locales de plus petites dimensions (du kilomètre à la dizaine de kilomètres) de l'ordre de la centaine de gammas. Les anomalies régionales ont leur source dans le noyau liquide de la Terre, alors que les anomalies locales ont leur source dans la croûte. Ce sont ces dernières qui intéressent les archéomagnéticiens, les prospecteurs miniers et pétroliers et les spécialistes de la géologie structurale.

Enfin, l'ensemble du champ magnétique, tel qu'il est défini par des mesures de déclinaison, d'inclinaison et d'intensité, a tendance à « dériver » c'est-à-dire à se déplacer d'environ 0,18° de longitude par an. A cette vitesse, il fait un tour complet de la planète en 2 000 ans environ, ce qui est très rapide — et donc très important — pour un phénomène géophysique global.



EN TOUTE LOGIQUE

CINQ COUPLES

PROBLÈME N° 71

Deux urnes sont identiques et contiennent chacune 51 boules, numérotées de 1 à 51.

On tire d'abord une boule dans l'urne de gauche et on lit son numéro. On tire ensuite des boules dans l'urne de droite, sans jamais les remettre, jusqu'à l'obtention du même numéro. Quand le couple est réalisé, on le met à part. On recommence le même processus : tirage d'une nouvelle boule à gauche, puis tirage de boules à droite, jusqu'à égalité des numéros et on nom-

me ce couple, etc., jusqu'à épuisement des urnes.

Si les boules d'une urne ont des probabilités égales d'être tirées et si les boules tirées ne

sont jamais remises, quelle est la probabilité d'obtenir exactement 5 couples ?

(Solution dans la prochaine semaine des sciences et des techniques.)

SOLUTION DU PROBLÈME N° 70

Zéro.

La valeur du dernier chiffre demandé ne dépend pas du nombre de trois chiffres dont on est parti et que, le hasard, vous n'avez pas calculé. En effet, un nombre entier et sa cinquième puissance ont toujours le

même chiffre des unités. L'inverse du nombre de chiffres de départ pourrait vous mener, par tâtonnements successifs, à ce résultat, qui se vérifie rapidement.

PIERRE BERLOQUIN.

LE MONDE DES SCIENCES

LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES De nouvelles méthodes

par JEAN COLIGER (*)
et CLAUDE LIÉVENS (**)

La sécurité est depuis toujours une préoccupation essentielle de l'homme. De tout temps il a dû se défendre contre une nature hostile et trouver des parades aux risques engendrés par les réalisations de son génie inventif. Mais, dans chaque domaine d'activités, les solutions ont été obtenues par des moyens spécifiques presque au coup par coup sans recourir à une méthodologie rigoureuse.

Au cours des dernières années, certains responsables de grands projets ont compris que l'intuition de l'ingénieur et le respect de règles mentales orientées vers le passé ne suffisaient pas pour garantir un niveau de sécurité convenable. Ils ont été conduits à mettre en œuvre des méthodes nouvelles, très différentes des unes des autres dans leur cheminement, mais très proches dans leur principe. Il s'agissait d'abord d'identifier toutes les combinaisons d'événements, tous les « chemins », susceptibles de conduire à un accident, sans attendre que celui-ci se produise. Il s'agissait ensuite de déterminer, en fonction d'objectifs clairement définis, si les risques correspondants étaient acceptables ou non. Il s'agissait enfin de définir les actions correctrices nécessaires et de démontrer leur efficacité.

Trois principes

Cette approche très pragmatique est à l'origine de la « sécurité des systèmes », qui repose essentiellement sur trois principes.

● La sécurité absolue d'une activité est un mythe. Lorsqu'on monte dans un train, dans un avion, dans une automobile, on prend un certain risque. De même, lorsqu'on se promène à l'abri de tout danger apparent, on peut être tué par la chute d'une météorite : la probabilité d'un tel événement est aujourd'hui connue. Ainsi, la sécurité est toujours relative, et toute affirmation contraire n'est qu'une incantation sans valeur opérationnelle.

● L'activité étudiée peut être avantageusement perçue comme un ensemble d'éléments en interaction, organisés dans un but défini. L'expérience montre, en effet, que les accidents se produisent le plus souvent à cause des interactions entre éléments d'une activité, plutôt qu'à cause de l'un des autres sous-systèmes. On ne pourra donc maîtriser les risques qu'en connaissant ces interactions, c'est-à-dire en dépassant, par l'approche systémique, la simple étude analytique des divers éléments.

● La sécurité est l'une des caractéristiques du système, au même titre que ses performances, sa fiabilité ou son coût. Elle doit donc être traitée à l'intérieur du système, comme les autres caractéristiques. Ainsi, pour un produit nouveau, il faut intégrer le programme de développement de la sécurité dans le programme de développement du produit. Dans le cadre d'une bonne concertation, le niveau de risque acceptable devrait

être discuté, puis défini et accepté par toutes les parties concernées. Fiabilité et sécurité font souvent appel aux mêmes techniques. Le calcul des probabilités et les méthodes de management qu'elles impliquent présentent de nombreuses analogies. L'une et l'autre exigent un effort continu, pendant toute la vie du système, depuis sa conception jusqu'aux phases ultimes de l'utilisation opérationnelle. Mais ne nous méprenons pas : la sécurité n'est pas un sous-produit de la fiabilité. L'une et l'autre correspondent à des objectifs distincts. La fiabilité s'attache essentiellement au bon fonctionnement des systèmes, « dans des conditions d'emploi conformes aux spécifications ». La sécurité s'attache à toute situation susceptible d'entraîner des pertes de vies humaines, des blessures graves, des destructions importantes, quelle que soit l'utilisation, normale ou anormale, du système.

Ainsi, on pourra considérer comme portant atteinte au bon fonctionnement, donc à la fiabilité, tout événement qui empêche l'arrivée à l'heure prévue d'un avion de transport. Un tel événement est généralement très éloigné d'un accident à la fois par sa probabilité et par sa gravité. Dès lors, il n'est pas surprenant que les méthodes d'analyse, de prévention et de suivi soient profondément différentes. La fiabilité et la sécurité peuvent même entrer en conflit dans la conception d'un système. Et les solutions techniques seront souvent différentes suivant qu'on privilégie l'un ou l'autre de ces objectifs.

Dans son application pratique, la « sécurité des systèmes » fait appel à un ensemble de méthodes. Parmi celles-ci, figure l'Arbre des Causes — ou Arbre des Défauts — thème principal d'un colloque organisé par la S.S.F. Partant d'un événement indésirable unique et bien défini, cette méthode permet de trouver, par une démarche déductive, toutes les combinaisons d'événements qui conduisent à la réalisation de l'événement indésirable. L'Arbre des Causes est formé de niveaux successifs tels que chaque événement est généré par des événements du niveau inférieur agissant à travers des relations logiques (ET, OU, etc.). Le processus de décomposition est poursuivi jusqu'au niveau d'événements élémentaires indépendants entre eux. La mise en œuvre de l'Arbre des Causes exige la participation d'équipes pluridisciplinaires formées d'un nombre suffisant de généralistes et de spécialistes pour couvrir l'ensemble des problèmes liés à la conception, à la fabrication et à l'utilisation du système. Dans le processus, il favorise les échanges d'informations entre groupes qui, jusqu'alors étaient cloisonnés. L'Arbre des Causes constitue un remarquable outil de communication.

(*) Président de la S.S.F. (Société pour l'avancement de la sécurité des systèmes en France).
(**) Auteur de *Sécurité des systèmes* (Éditions Ceped, Toulouse).

CORRESPONDANCE

Les théories de Louis de Broglie

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Georges Lochak, directeur de la Fondation Louis de Broglie :

Commentaire du livre de M. Louis de Broglie, *Recherches d'un demi-siècle*. M. Aronson justifie ce qu'il appelle « l'obstination digne d'un meilleur sort » avec laquelle l'auteur défend le déterminisme en physique et l'opposition par une juxtaposition élogieuse, au « langage d'une remarquable clarté » du « jeune Louis de Broglie ». Ne serait-ce pas un défaut de l'ouvrage, que l'auteur ne définit qu'il emploie, cet article vaut bien quelques remarques.

La position de M. Louis de Broglie y est présentée comme un pur négativisme, sans dire un seul mot de ses théories nouvelles, qui occupent pourtant cent pages du livre. Signalons donc, pour combler cette lacune, que les analogies entre mécanique et thermodynamique, que M. Louis de Broglie développe sous le nom de « thermodynamique cachée », sont l'exact parallèle des analogies entre mécanique et optique qui l'ont conduit jadis à la découverte de la mécanique ondulatoire. Il y a de fortes chances pour que cette nouvelle démarche se révèle aussi fondamentale que la première. Mais même si l'on n'y croit pas, le moins qu'on puisse espérer c'est qu'on la cite et qu'on la respecte, ne serait-ce que pour éviter le risque de livrer aux ralleries des générations à venir un nouveau cas de cécité intellectuelle : prudence pour soi, honnêteté envers l'auteur.

Pour montrer que, « radicalisant » son opposition, M. Louis de Broglie s'est « coupé de tout le développement ultérieur de la physique », on oppose un texte de 1956 à un autre de 1975. Mais le texte de 1956 est amputé sans le dire des mots : « dans une même expérience de mesure », ce qui

en change le sens et permet de l'opposer à celui de 1975 qui, lui, dit très nettement que l'expérience exprime une même idée, à savoir que les inévitables (que personne ne nie) sur les mesures des grandeurs de constitution pas une preuve que celles-ci restent dissoutes dans le néant en dehors de l'observation.

La « radicalisation » ne s'obtient qu'en opposant un texte tronqué à un texte non cité et mal interprété ! Quant à être coupé des courants dominants de la physique de son temps, M. Louis de Broglie l'est de la même manière que l'étaient au siècle dernier les partisans de la théorie atomique avant que ne triomphent leur point de vue. Mais rappelons qu'en 1906 Boltzmann se suicidait, isolé et vaincu, et qu'en 1908 ses théories étaient victorieuses.

Enfin, l'article culmine avec l'affirmation : « La science revient vraiment en arrière. Les notions de corpuscule ponctuel, de trajectoire... de déterminisme... sont mortes... ». On a déjà enterré ainsi les ondes lumineuses (au dix-septième siècle), les particules de lumière (au dix-neuvième), les atomes, etc. Heureux sont ceux qui fréquentent les lignes droites et ont déjà définitivement compris les querelles, mais raisonnons quand même. Si (1) : « Cinquante années de spéculation consciente ne m'ont pas rapproché de la réponse à la question : « Que sont les quantités de lumière ? ». Certes, aujourd'hui n'importe qui croit la connaître, mais il se trompe. » (Il disait exactement : « Heule glauque avait Jean Lurmer, et visse es, aber er tatstcht sich. »)

(1) A. Einstein, M. Besso, *Correspondances* (p. 433), Hermann, Paris 1922.

Dipôle et non-dipôle

(Suite de la page 9.)

Les propriétés électromagnétiques ne s'acquiescent, en effet, qu'au-dessous d'une certaine température (800 °C pour la magnétite) appelée point de Curie. Dans les profondeurs de la Terre, les basaltes et les autres laves ne sont pas émanées puisque la température croît très vite avec la profondeur : avec un gradient géothermique moyen (3 °C tous les 100 mètres), on atteint déjà 800 °C à 20 kilomètres. Ces roches doivent donc d'abord monter en surface puis commencer à se refroidir pour s'aimanter.

Après la deuxième guerre mondiale, des levés magnétiques faits à partir de bateaux ont révélé l'existence, sur les fonds océaniques, d'anomalies « en peau de zèbre », faites de bandes parallèles, allongées et plus ou moins larges, mais symétriques par rapport à la zone médiane des dorsales océaniques (2). En 1965, presque en même temps, deux géophysiciens de Cambridge, E.-J. Vine et D.-H. Matthews, d'une part, deux géophysiciens du Geological Survey of Canada, L. Morley et A. Laroche, d'autre part, eurent l'idée d'interpréter ces anomalies comme étant la marque du pincement des fonds océaniques. Ces derniers sont des dorsales qui remontent au milieu des dorsales océaniques, se refroidissent, s'aimantent, se solidifient en surface, puis sont repoussées de part et d'autre de la zone médiane des dorsales par la « glorie » suivante.

Ainsi les fonds océaniques sont-ils de plus en plus vieux au fur et à mesure que l'on s'éloigne du milieu des dorsales, et la largeur de ces

La jeunesse des fonds océaniques

DEPUIS 1962, le Glomar Challenger a prouvé, par ses carottes, que les fonds océaniques sont très jeunes par rapport aux continents (30 à 200 millions d'années au maximum pour les premiers et environ 4,5 milliards d'années pour les seconds (1) et que l'âge des fonds océaniques augmente quand on s'éloigne des dorsales.

La différence d'âge entre les fonds océaniques et les continents ne vient pas de leur formation, mais de leur destruction. Les fonds océaniques sont détruits par subduction sous les continents, les fonds océaniques sont détruits par subduction sous les fonds océaniques. Les continents, au contraire, faits de matériaux « granitiques » trop légers, survivent toujours.

(1) Les roches continentales les plus anciennes que l'on ait trouvées ont 3,8 milliards d'années. Mais on pense que les continents sont plus vieux car ils sont faits de matériaux « granitiques » trop légers, survivent toujours.

anomalies permet-elle de calculer, par région, la vitesse moyenne de « fabrication » des fonds océaniques. Celle-ci varie, selon les dorsales, de 2 à 20-25 centimètres par an. Compte tenu du rythme particulier à chaque segment de dorsale, on a pu vérifier que les inversions du champ magnétique des anomalies magnétiques détectées dans les différents océans étaient en parfaite synchronisation. Ainsi ces anomalies constituent-elles de véritables archives où l'on retrouve l'histoire des océans et des continents continuellement en mouvement. Elles couvrent une période couvrant les cent cinquante ou deux cents dernières millions d'années.

Toutefois, les choses sont plus compliquées qu'on ne le pensait encore récemment. Les carottes faites l'hiver dernier par le Glomar Challenger ont révélé que les inversions du champ magnétique des anomalies magnétiques détectées dans les différents océans étaient en parfaite synchronisation. Ainsi ces anomalies constituent-elles de véritables archives où l'on retrouve l'histoire des océans et des continents continuellement en mouvement. Elles couvrent une période couvrant les cent cinquante ou deux cents dernières millions d'années.

YVONNE REBEYROL
(2) Les dorsales subocéaniques sont cette chaîne de montagnes, longue de quelque 30 000 kilomètres, qui serpente sous tous les océans. Dans leur zone médiane se fait un creux qui crée les nouveaux fonds océaniques. Au fur et à mesure, celui-ci repousse, de part et d'autre de la dorsale, les fonds océaniques plus anciens. Les fonds océaniques se comportent, donc, comme des tapis roulants qui entraînent les inversions du champ magnétique par les anomalies, alternativement positives et négatives, que l'on observe.

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

Le symposium international de Strasbourg sur les maladies du sein

Cancers et tumeurs bénignes

« Le sein est l'organe le plus perturbé de notre civilisation », c'est ce qu'a déclaré le professeur Charles Gros, au cours d'une conférence de presse organisée à l'occasion du symposium international sur les maladies non cancéreuses du sein, qui a eu lieu récemment à Strasbourg. L'augmentation du nombre de femmes qui n'allaient pas leurs enfants, la généralisation de la contraception orale, responsable chez certaines de douleurs (mastodynies) ou de nodosités, l'abus de tranquillisants, principalement de ceux à base de reser-

pine, provoquant une stimulation mammaire anormale, sont, pour une part, responsables de l'augmentation considérable du nombre de femmes qui consultent pour des douleurs, des tumeurs ou des écoulements ou une asymétrie des seins. Parallèlement à ces raisons interviennent également toute la valeur symbolique, voire érotique, qui s'attache à ces organes, ainsi que la cancérophobie aiguë qui s'y fixe souvent, pour non totalement dénuée de fondement, puisque le cancer du sein est le cancer féminin le plus fréquent.

Les maladies non cancéreuses du sein, qui prennent une importance croissante — « Nous avons de plus en plus de consultants », et de moins en moins de « cancéreuses », a pu dire le professeur Gros — sont le plus souvent bénignes. Il s'agit tout d'abord de fibroadénomes, tumeurs bénignes qui posent surtout un problème esthétique : ils prennent la forme d'un nodule, d'une bille justiciable d'une intervention chirurgicale non mutilante. Il y a trop de chirurgiens qui ont tendance à faire des excisions beaucoup trop larges », estime le professeur Gros (1) : les fibroadénomes multiples, plus rares, posent des problèmes plus complexes : le chirurgien a, dans ces cas, souvent du mal à respecter l'esthétique.

Les kystes constituent la seconde forme principale d'affection bénigne du sein. Une simple ponction suffit souvent à les faire disparaître, et il semble bien que les maladies kystiques soient, pour une bonne part, liées à des facteurs d'ordre psychosomatique et génétique.

« Si l'on n'a pas de cancer, il n'y a pas de maladie non cancéreuse du sein », a indiqué le professeur Gros, expliquant ainsi le paradoxe selon lequel il est tant question du cancer dans un symposium consacré aux maladies non cancéreuses. Le problème principal pour le médecin reste, en effet, face à une affection bénigne, de pouvoir résoudre la question suivante : « Ce kyste ou cette tumeur bénigne ne cache-t-il pas un cancer, ou un début de cancer ? »

La multiplication et la précision de plus en plus grande des différents moyens d'exploration (mammographie et thermographie notamment) ne semblent pas pouvoir résoudre cette question fondamentale que le symposium n'a pu trancher : peut-on avec certitude distinguer un sein normal d'un sein pathologique ? Plus encore, l'attention accordée de façon croissante à la pathologie, même bénigne, du sein se justifie largement par le fait qu'une affection quelconque du sein peut non seulement masquer un cancer naissant (une tumeur cancéreuse du

sein peut mettre dix à huit ans avant d'apparaître), mais aussi favoriser son apparition. Aussi une part importante du symposium a-t-elle été consacrée à la définition des « facteurs de risque », en particulier, les facteurs de risque, par exemple, a été proposée une échelle permettant d'évaluer le risque de cancer du sein : les principaux critères retenus sont l'âge (le risque est maximum entre quarante et cinquante ans), la date d'apparition éventuelle d'une tumeur, sa mobilité, les antécédents familiaux (mère, sœur), les antécédents chirurgicaux (l'ablation d'un sein accroît le risque), etc.

Plusieurs orateurs ont, pour leur part, insisté sur l'influence des facteurs hormonaux : le rôle protecteur de la progestérone, notamment, a été mis en avant. Un déficit de cette hormone, en particulier, est observé dans la plupart des mastopathies bénignes et peut faire, une fois encore, le lit d'un cancer. Le simple rétablissement de l'équilibre entre progestérone et œstrogènes semble avoir un certain effet curatif, ou tout au moins stabilisant, par exemple en empêchant la récurrence des kystes.

Equilibre hormonal, alimentation et facteurs d'environnement (comme expliquer que les Orientales aient quatre à cinq fois moins de cancer du sein que les Occidentales, et que cette différence disparaisse quand elles s'installent dans un pays occidental ?), hérédité... : on voit que les facteurs de risque, probablement très variés, ne sont pas encore précisés ; cette définition, indispensable à la mise en place d'une véritable prévention, ne pourra se faire qu'au prix de recherches menées à grande échelle, et par des équipes multidisciplinaires des radiologues, des gynécologues, des anatomopathologistes, des cancérologues, des chirurgiens : le fait que le sein soit ainsi un véritable carrefour a fait proposer au professeur Gros de désigner son étude : la séniologie.

XAVIER WEEGER.

(1) D'une façon générale, le symposium a rappelé qu'il fallait éviter le moins souvent possible et renoncer aux habitudes anglo-saxonnes d'élever toute bête suspecte. À cet égard, le cas des cancers, l'ablation d'un sein ou l'évidentement glorieux, qui consiste à laisser le sein, à ôter l'intégrité de la glande mammaire, doivent rester l'exception.

RELIGION

JE NE SUIS PAS PARTI EN GUERRE CONTRE LA GAUCHE précise Mgr Eichinger

Au cours d'une interview à TF1 lundi 12 juillet, Mgr Eichinger, a précisé qu'il ne s'est pas engagé contre la gauche, mais « contre sa sacralisation ». (Voir p. 7.) « Je ne suis pas parti en guerre contre la gauche », a-t-il déclaré, mais « contre la sacralisation de l'Eglise par une mission spirituelle, ce n'est pas une force d'appoint dans le domaine politique ». Mgr Eichinger, d'autre part, réaffirme qu'il n'était pas hostile au fait que chrétiens et marxistes travaillent ensemble. A propos de la volonté du P.C.F. de rassembler le peuple français, il a toutefois noté : « Il ne suffit pas de le dire, de dire sur ce thème des discours poétiques, il faut voir les méthodes qu'on emploie. Cela signifierait une conversion formidable du parti communiste, de l'esprit et du cœur. Je serai le premier à m'en réjouir. »

Mgr LEBEVRE
DEMANDE AU VATICAN
L'OUVERTURE
D'UN « DIALOGUE »

Ecône (Suisse) (A.F.P.). — Mgr Marcel Lefebvre, fondateur du séminaire traditionaliste d'Ecône, a demandé au pape de choisir des cardinaux pour lui permettre d'ouvrir un dialogue avec le Saint-Siège, dans une lettre en date du 22 juin, rendue publique le 12 juillet à Ecône.

Le prélat, qui, depuis un an, a reçu de sérieux avertissements, tant du Vatican que des conférences épiscopales suisses et françaises, déplore dans sa missive qu'on lui ait interdit d'ordonner des prêtres de ses séminaires (le Monde du 2 juillet). Il assure néanmoins le pape de sa « profonde soumission au successeur de Pierre », et ajoute : « Le trouble et la division répandus dans l'Eglise ces dernières années, que Votre Sainteté dénonce dans son discours au dernier consistoire, sont précisément la raison des graves réserves que nous faisons sur une adaptation partielle de l'Eglise au monde moderne. »

Mgr Lefebvre accompagne la publication de sa lettre d'une « note préliminaire » qui indique qu'il a reçu le 27 juin une réponse signée par Mgr Giovanni Benelli, substitut à la secrétairerie d'Etat : « Elle confirme l'interdiction des ordinations et les menaces de sanctions, elle ne fait aucune allusion à la possibilité d'un dialogue, même par personnes interposées », affirme-t-il.

Mgr François Charrière, qui fut évêque de Lausanne, Genève et Fribourg de 1945 à 1970, est décédé le 11 juillet à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

M. Charrière est le fondateur de la revue *Notre Temps*, en collaboration avec le futur cardinal Jouxmet. Il dirigea le quotidien catholique de Fribourg la *Liberté* et créa l'agence de presse catholique *Kipa*.

ÉDUCATION

M. JEAN-CLAUDE MARTIN EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ TOULOUSE-III

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — M. Jean-Claude Martin, professeur d'électronique, directeur de l'Institut universitaire de technologie de Toulouse, a été élu président de l'université méditerranéenne Paul-Sabatier, dont il était vice-président par 47 voix sur 62 votants. Il succède à M. Louis Laroche, qui devient premier vice-président.

En avril 1970, M. Laroche avait dû être remplacé dès avril 1971. Il a cependant été maintenu plus d'un an à la présidence par décision du secrétariat d'Etat aux universités. Le conseil de l'université — prolongé lui aussi — n'étant pas parvenu à se mettre d'accord sur la représentation des différentes unités d'enseignement et de recherche, la situation était bloquée depuis novembre dernier.

Le 12 novembre 1971 à Lausanne (Suisse), M. Martin a obtenu sa licence de sciences à l'université de Montpellier et son doctorat de troisième cycle en électronique à Toulouse en 1962. Entré au Laboratoire d'automatique et d'analyse des systèmes (C.N.R.S.) du C.N.R.S. en 1962, comme attaché, puis chargé de recherche, il est nommé en 1967 à la faculté des sciences de Toulouse comme chargé d'enseignement, puis comme maître de conférences, puis comme directeur de l'enseignement de l'électronique. Deux ans plus tard, nommé professeur, il est devenu directeur de l'I.U.T. de Toulouse, le comité consultatif des universités, il préside la commission du personnel de l'assemblée des directeurs d'I.U.T. A ce titre, il a défendu ces dernières années la position de ces établissements face au secrétariat d'Etat aux universités.

En matière de recherche, M. Martin s'est d'abord intéressé aux circuits électroniques et au système automatique de bases performantes. Il a notamment découvert un phénomène parasite perturbant la fonctionnement des transistors : le bruit en cristaux.

LES INSCRIPTIONS SERONT LIMITÉES EN PREMIÈRE ANNÉE A L'UNIVERSITÉ DE PARIS IX-DAUPHINE.

L'université Paris IX-Dauphine a décidé de limiter à environ sept cent cinquante le nombre des étudiants admis en première année pour 1977 en arrêtant les inscriptions le 6 juillet au soir, alors qu'en principe elles sont ouvertes jusqu'au 30 juillet. En 1975-1976, mille deux cents étudiants avaient été admis, contre neuf cents environ les années précédentes où était pratiqué un système de « pré-inscription » de l'enseignement à Dauphine était organisé entièrement par groupes de trente étudiants. Il avait fallu créer d'urgence des groupes, mais l'université n'avait obtenu qu'un « demi » « collégial » de 200 (200 000 ?) pour payer les étudiants recrutés en début d'année pour encadrer les étudiants suppléant. Compte tenu des crédits alloués, les responsables de l'université ont estimé qu'ils ne pourraient offrir que mille sept cent cinquante étudiants environ en premier cycle l'an prochain, et ont donc décidé de réduire le nombre d'admis en première année.

مكتبة الأنجلو

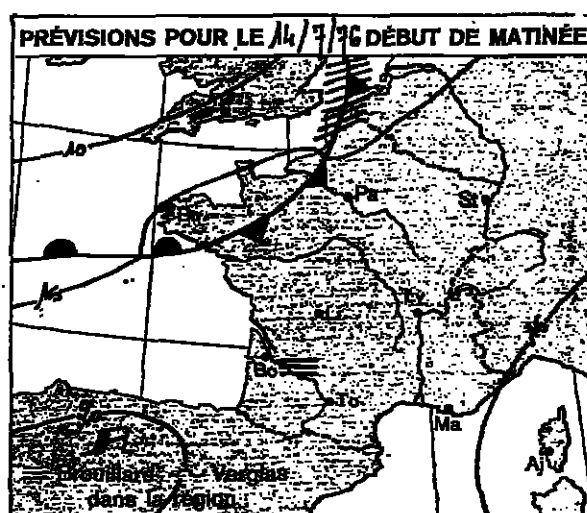
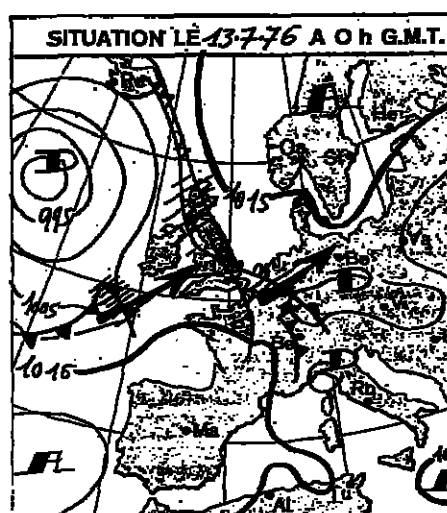
CALENDRIER
sur les maladies
bénignes

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE — 14 juillet 1976 — Page 11

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 13 juillet à 8 heures et le mercredi 14 juillet à 24 heures :

Une zone dépressionnaire demeure à peu près stationnaire sur le nord-est de l'Atlantique. Les perturbations se déplacent vers les îles Britanniques, leur partie méridionale affectant le sud-ouest de la France, de la Gironde à la Vendée, où les vents de sud-ouest, seront modérés et irréguliers, les nuages — assez abondants — donneront quelques très faibles pluies intermittentes, sur tout près des côtes.

Sur le reste de la France, après une matinée parfois brumeuse, des nuages de type instable alterneront avec des éclaircies souvent belles, mais quelques ondées orageuses sont possibles, l'après-midi et le soir, principalement en montagne. Les températures maximales, sans grand changement dans le Nord-Ouest et le Nord, seront en hausse alignées.

Maximales relevées à l'étranger : Alger, 30 et 19 degrés ; Amsterdam, 29 et 18 ; Athènes, 29 et 22 ; Berlin, 29 et 18 ; Bonn, 34 et 18 ; Bruxelles, 29 et 17 ; Casablanca, 29 et 21 ; Copenhague, 24 et 14 ; Genève, 28 et 17 ; Lisbonne, 28 et 16 ; Londres, 21 et 17 ; Madrid, 30 et 18 ; Moscou, 23 et 14 ; New-York, 23 et 18 ; Palma-de-Majorque, 32 et 19 ; Rome, 29 et 19 ; Stockholm, 22 et 10.

Parler des gens

Parler des gens, ça que faisaient lundi, Pierre Dumayet et Emmanuel Le Roy Ladurie — ils parlaient de Restif de la Bretonne, les grands-parents de M. Nicolas — oui, parler des gens, des mariages, des naissances, des veuves ou plutôt des divorces, des remariages, au fond, c'est ce que nous faisons aussi. On ne fait même que cela dans certains milieux, dans certains coins, à un certain âge. Et c'est tant mieux. C'est le meilleur moyen de conserver la trace des êtres, des morts.

Les Mémoires, ceux de Restif en particulier, peuvent déguiser, arranger la vérité. La mémoire collective peut se tromper, oublier. Restif qu'en confrontant le passé au présent, on donne sa véritable dimension à l'histoire, notre histoire. Lire le Vie de mon père en allant chercher sur place, en Bourgogne, deux siècles après, un écho même faible, mais trépidant, à ce qui s'y trouve raconté, c'est lui qui contient le cœur du document. Demander aux habitants de Nilly ou de Sacy, près d'Auxerre, quels mots on employait pour évoquer le fait de remplacer la mèche de la lampe à huile ou pour se prêter un cheval de labour, c'est faire entrer le patois dans le dictionnaire.

Le père de Nicolas, Edme, riche cultivateur, notaire, juge local, receveur seigneurial, « chevalier de la draperie », que sa nombreuse progéniture exemptait d'impôts, sa seconde femme, Barbe, la marâtre des enfants d'un premier lit, et l'âneux, Pierre, si redouté, si redoutable, on s'entend leur écho,

on a vu leur silhouette à l'écran.

Et quand Le Roy Ladurie a comparé la vieillesse d'autrefois à la tété d'aujourd'hui : la prière, les nouvelles du voisinage et de la parenté aux heures de grande écoute et les terrifiantes histoires de diable et de revenants à l'heure du curé blanc ; quand il a décrit à l'heure du souper — était-ce lui ou bien était-ce Restif, voyez, je ne sais plus — la longue table, les servantes assises, elles avaient été debout toute la journée, et à l'autre bout, les bergers au coude à coude ; quand il nous a expliqué la difficulté qu'il y avait, alors pour un petit villageois à apprendre à parler le français, d'abord, à l'écrire après — lire, cela allait encore, on vous enseignait pour vous permettre de dire la messe, on éprouvait à l'écouter le plaisir qu'on s'a à feuilleter avec un vieil oncle l'album de famille.

Cette nostalgie de la terre, la tribu, Restif de la Bretonne, lui monté à Paris, la gardera toute sa vie. On connaît ses théories, ses rêves de vie en communauté. On a cité à ce propos l'abbé Moiré, le curé athée, qui a exercé son sacerdoce sans jamais trahir son secret. Il ne l'a confié qu'au papier. Cet étonnant regard attentif et lucide sur les histoires, les peurs, les joies des humbles, sur soi-même et sur les autres, et sur son époque ; cette grande voix muette de compassion, il faut dire que de la même façon d'impitoyable, sa seconde femme, Barbe, la marâtre des enfants d'un premier lit, et l'âneux, Pierre, si redouté, si redoutable, on s'entend leur écho,

CLAUDE SARRAUTE.

D'une chaîne à l'autre

TF1 REDIFFUSERA « LE REPOS DU GUERRIER »

Le speakerie de TF1 a présenté avec retard, lundi soir, les excuses de la chaîne pour les coupures (fortuites ?) intervenues dans le film Le Repos du guerrier de Roger Vadim, diffusé la veille. TF1 annonce une rediffusion ultérieure.

FRANCE-MUSIQUE EN DIRECT DE BAYREUTH ET DE SALZBOURG

La trilogie du centenaire de Bayreuth, dirigée par Pierre Boulez et mise en scène par Patrice Chéreau, sera intégralement retransmise en direct sur France-Musique. Les diffusions de l'Or du Rhin (le 24 juillet à 18 h 55), de la Walkyrie (le 25 à 18 h 55), de Siegfried (le 26 à 18 h 55) et du Crépuscule des dieux (le 27 à 18 h 55) seront complétées par un « Journal de Bayreuth » quotidien rédigé par Maurice Fleuret et Imge Thies (7 L - 9 h).

D'autre part, trois opéras seront retransmis, également en direct, mais à partir de 21 heures, depuis le Festival de Salzbourg. Il s'agit de Don Carlo, de Verdi (26 juillet) de la Clémence de Titus et d'Idoménée, de Mozart (les 1^{er} et 15 août).

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 13 JUILLET
L'association Les Alcooliques anonymes s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h 40.

Le général Gallois et M. Charles Hernu (C.S.) dialoguent sur le thème « Quelle armée ? », sur France-Culture, à 20 h 5.

MERCREDI 14 JUILLET
M. Yvon Bourges, ministre de la défense, répond aux questions d'Ivan Lévi sur Europe 1, à 8 h 30.

MARDI 13 JUILLET

CHAÎNE I : TF1

20 h 30. Chronique sportive : La merveilleuse histoire des Jeux olympiques de D. Costello (Les Jeux olympiques de 1972 et les problèmes actuels du CIO) ; 21 h 30. En direct des Tulleries : Accordons de France, de B. Lion et E. Robert ; 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

20 h 35. Les dossiers de l'écran (spécial Eddy Merckx) (C). Film : « La Course en tête » (1974), de J. Santoni.

Mythe et réalité du champion cycliste... Les protocoles sont stricts d'un côté : E. Merckx, J. Anquetil, R. Gimézi, J. Godet, P. Lottin, A. Blaudin, R. Chapuis, P. Chany.

23 h 30. Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h 30 (R.). Westerns, films policiers, aventures : Le Mystère du temple hindou - de M. Camerini (1963) ; 21 h 30. S. B. La suite : Montmartre - de Kati-Yon. Idées de la semaine.

22 h 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 15. Dialogues : « Quelle armée ? » avec le général G. Gallois et C. Hernu ; 21 h 30. Musique de notre temps, avec J.-J. Werner ; 22 h 30. Entretiens.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h 30. Échanges internationaux de Radio-France. Semaines musicales de Budapest « Divertimento » et « Château de Barce-Bene » (Barce), par l'Orchestre de l'État hongrois, direction J. Ferencsik, avec D. Scovvi, G. Meis ; 22 h 30. France-Musique la nuit.

MERCREDI 14 JUILLET

CHAÎNE I : TF1

De 9 h 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 9 h 30, la revue militaire et, à 14 h 10, un film : « La Marne » de J. Renoir.

La marne à Paris, en 1918, d'un groupe de fédérés marseillais qui recueillent en route le Chant de l'armée du Rhin et vont porter à la prise des Tulleries et à la bataille de Vaucluse. Le vrai réalisme d'une page d'histoire.



20 h 30. Dramatique : « La Grande Peur », de 1989, scén. et dialogues M. Sator et M. Favart. Réal. M. Favart avec C. Desarrée.

Le chroniqueur d'un village situé près de la Bastille, séduisant la femme, le chômage et la peur des engorgements pillards. À partir de mouvements d'astrophysique incertaine, la naissance de l'insurrection paysanne.

22 h. Tour de France. (Bilan et rétrospective) ; 23 h 15. Journal.

CHAÎNE II : A2

De 9 h 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 9 h 30, la revue militaire et, à 15 h 45, un film : « Des ennemis à la pelle », de N. Jeverson (1962). Avec T. Curtis.

Comment le directeur d'une maison de tous du monde devient le bon copain — et le père adoptif — d'une petite orpheline qui veut de visiter Disneyland. Une comédie d'espionnage.

20 h 35. Série : L'homme de fer ; 21 h 35. Documentaire : Plain-chant (Bertolt Brecht) ; 22 h 55. Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h 30 (R.). Prestige du cinéma : « Si Paris nous était conté », de S. Guizy (1965).

Sacha Guizy, trouvant l'histoire officielle ennuyeuse, raconte à sa manière les grandes heures de Paris à un groupe de jeunes gens. Une fantaisie qui court à la satire, avec les idées personnelles de l'auteur sur la politique.

22 h 40. Retransmission en direct : le 14 Juillet à Strasbourg.

En direct de Strasbourg, la « grande » spectacle (musique et jeu d'artifice), avec la participation de Michel Sardou et en liaison avec Europe 1.

23 h 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 15. A la rencontre d'A. Polakowski, avec A. Moreau, P. Livi, A. Arbasino, S. de Vergennes ; 21 h 30. Musique de chambre : Dupart, Arban, Roussel ; 22 h 30. Journal.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h 30. Échanges internationaux de Radio-France. Semaines musicales de Budapest : l'Orchestre de chambre de Budapest, direction A. Mihalyi, interprète « Sonetti » (Sartre), improvisations (Lang), « Prélude composé d'un seul » (Schoenberg), « Toccata opus 21 » (Bach), « Trio pour piano, violoncelle et percussions » (E. Szekely), « Espace et temps » (T. Osh), avec Fabian, K. Szekely, Kati-Yon, J. Bakli ; 22 h 30. France-Musique la nuit.

VIOLETTE FRANCK EST MORTE

Nous apprenons la mort de Mme Violette Franck. Elle était âgée de soixante ans.

Ancienne collaboratrice du service de la recherche de l'O.R.T.F., assistante des responsables du département des programmes de création et de recherche à l'Institut national de l'audio-visuel, Violette Franck a été d'autre part, pendant quelque vingt-cinq ans, au secrétariat du Syndicat national de la radio et de la télévision (S.N.R.T.), une militante écoutée et représentative, du personnel de l'ex-Office.

Louez votre TV couleur pour 128 F 34
(140 F par mois et 12 mois gratuits) - option d'achat facultative -
60 points de service dans la région parisienne
NOVA-TEL
739.40.40
la couleur et le noir et blanc large choix de portables design

14 juillet

TROIS FEUX D'ARTIFICE SUPPRIMÉS À PARIS PAR MESURE DE SÉCURITÉ

La Ville de Paris a décidé de supprimer trois feux d'artifice sur les cinq qui étaient prévus à l'occasion de la fête nationale. Cette mesure est prise en raison des effets de la sécheresse actuelle et afin de prévenir tout risque d'incendie dans les zones boisées ou gazonnées.

N'auront donc pas lieu les feux d'artifice qui devaient être tirés de la pelouse de Reuilly, aux Buttes-Chaumont et au parc Montsouris. Sont maintenus ceux de la butte Montmartre et du Trocadéro, au pied des fontaines du palais de Chaillot.

D'autre part, le comité d'organisation de la Grande Nuit de la Défense indique qu'en raison de l'insuffisance des moyens de transports en commun (R.E.R., S.N.C.F.) entre minuit et 5 heures du matin, la Grande Nuit de la Défense est annulée. À la demande de la préfecture des Hauts-de-Seine.

P. T. T.

Une erreur dans la souscription de bons du Trésor. — Une erreur importante a été constatée au bureau de poste de Paris-13 (14, rue Blaise, 75009 Paris, tél. : 70-66-89), à l'occasion d'une opération de souscription de bons du Trésor, le 1^{er} juillet en début d'après-midi. Les personnes ayant souscrit des bons ce jour-là sont priées de prendre contact avec le bureau de poste.

Stages

Stages pour enseignants. — Le bureau pédagogique Orientations organise à Paris, du 6 au 8 septembre 1976, un stage sur « l'enseignement par objectifs ».

Stages pour enseignants. — Le bureau pédagogique Orientations organise à Paris, du 6 au 8 septembre 1976, un stage sur « l'enseignement par objectifs ».

Profitez de l'été pour apprendre une langue étrangère à Paris

À deux heures de chez vous, vous pouvez suivre des cours d'Anglais ou d'Allemand ; aux Laboratoires de Langues Pigeot.

Vous y apprendrez la langue que vous avez choisie selon les techniques de l'enseignement audiovisuel. En compagnie d'un professeur. Cet enseignement vous permet d'acquiescer rapidement l'Anglais ou l'Allemand.

Vous pourrez suivre vos cours quand vous le voudrez et aux heures qui conviendront le mieux.

Pour tous renseignements : LABORATOIRES DE LANGUES PIGEOT RIVE GAUCHE 29, quai Saint-Mandé, 75005 Paris. Tél. 03-38-02-22, rue Tiphaine, 75013 Paris tél. 567-81-55

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

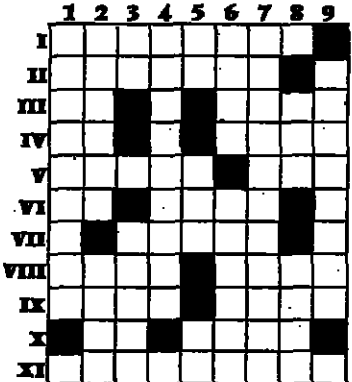
Imprimerie de « Monde » S.A. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5757.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1507



HORIZONTALEMENT
I. Mis sur la voie. — II. Un spécialiste du saut. — III. Pronom : Œuvre d'imagination. — IV. Préfixe ; Fortes, en gravure. — V. Ordre de rapprochement ; Pas ordonné. — VI. Fin de participe : Mlle le comte. VII. Déchets. — VIII. Ne laisse pas lâcher. — IX. Lances ; Jadis invoqué. — X. Finir par passer toutes ses nuits au cabolot ; Familier au géologue. — XI. Rares.

VERTICALEMENT
1. Sujet remuant. — 2. On a du mal à résister à ses attaques ; Réduit en parcelles. — 3. Posses.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 12 et 13 juillet 1976 : UNE LOI

Relative à la protection de la nature.

UN DÉCRET

Réglementant la catégorie d'instruments de mesure compteurs d'eau chaude (1).

(1) Ce texte sera ultérieurement édité en fascicule séparé.

Le Monde
Service des Abonnements
3, rue des Italiens
75007 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-Communauté (sauf Algérie)
98 F 160 F 225 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
114 F 273 F 402 F 530 F

ÉTRANGER par mandats
1 - BELGIQUE - LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE
115 F 218 F 357 F 490 F

II - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 410 F

Par voie aérienne
l'ajout d'un franc

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les envois propres en caractère d'imprimerie.

gées de perles dans un écri de voyage.

1. Source de puissance. — 4. Se montre édifiant. — 5. Roulé ; Orientation : Ouvrent la voie à bien d'aimables rêves. — 6. Dans les Pyrénées ; Profitait d'un air étonnant. — 7. Fera un gros effort d'imagination. — 8. Recherche certaines harmonies ; Ses chambres sentent le renfermé. — 9. Recueils de bons mots.

Solution du problème n° 1506

Horizontalement
I. Ravisseur. — II. Ile ; Urnes. — III. Zolle. — IV. Enormes. — V. Esule. — VI. Langes. — VII. Fée ; Trets. — VIII. Erre ; Cesse. — IX. Le ; Mas. — X. Boissons (soif). — XI. Serrés.

Verticalement
1. Ris ; Effet. — 2. Aloès ; Erbe. — 3. Veinnes ; Or. — 4. Loix ; Emir. — 5. Subrept. — 6. ER ; Grosse. — 7. Ruidées ; Os. — 8. De ; Sta. — 9. RST ; Sensé.

GUY BROUTY.

Visites, conférences

MERCREDI 14 JUILLET

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calme nationale des monuments historiques. 13 h. Métro Faidherbe-Chaligny, Mme Bachelier. — Le faubourg Saint-Antoine autour de l'église Sainte-Marguerite. — 15 h. Portail central, Mme Genter-Albiger. — Le symbolisme de la sculpture à Mont-Dame. — 15 h. station R.E.R. devant le château, Mme Oswald. — Renaissance de la ville de Saint-Germain-en-Laye. — 15 h. Mme Pajot : « Versailles et la Révolution : le salon du Serapis de la fête de paume ». — 21 h. devant l'église Saint-Paul, Mme Oswald : « Le Marais, le soir ». — 15 h. métro Blanche, et les sautoires de Pigalle (A.P.A.). — 15 h. 2, rue de Sévigné. — La place des Vosges. — 14 travers. — 15 h. 15. 12, rue des Écoles, Mme Bachelier. — Le Marais (Mme Bachelier). — 15 h. métro Saint-Michel, M. Bachelier. — La prise de la Bastille heure par heure. — (Connaissance de Paris). — 15 h. 32, rue de Saint-Paul. — Les salons du ministère des Affaires étrangères et l'histoire des Tulleries (M. de la Roche). — 15 h. métro Blanche. — Coins peu connus de la butte Montmartre (Paris inconnu).

Chasse

L'OUVERTURE AU GIBIER D'EAU POURRAIT ÊTRE RETARDÉE DANS CERTAINES RÉGIONS

L'ouverture de la chasse au gibier d'eau, initialement fixée le 24 juillet, pourrait être retardée dans certaines régions du fait de la sécheresse. Le ministre de la qualité de la vie, M. André Fosset, vient en effet d'adresser un télégramme aux préfets, à qui il demande d'intervenir éventuellement dans ce sens pour éviter toute destruction massive dans les zones humides restées en eau, où le gibier s'est rassemblé.

La persistance de la sécheresse a entraîné, dans certaines régions, l'assèchement d'une partie des plans d'eau. Les gibiers d'eau qui vivent normalement dans ces zones se sont donc rassemblés dans celles qui sont restées humides et sont d'autant plus vulnérables.



LES XVIII^e

Neuf mille athlètes et cent dix-neuf nations à Montréal

Les XVIII^e Jeux de la vingt et unième olympiade s'ouvriront à Montréal samedi 17 juillet, au grand soulagement du comité d'organisation, qui aura connu beaucoup de déboires au cours de ces quatre dernières années. En posant sa candidature, la ville de Montréal avait sous-estimé le coût des Jeux en l'évaluant à 300 millions de dollars. Nul ne s'y trompait, mais on ne soupçonnait tout de même pas que l'addition s'élèverait aux alentours de 1 500 millions de dollars. L'opposition ne manque pas d'imputer cette inflation aux vices de

grandeur du maître de Montréal, et il est vrai que M. Jean Drapeau a accepté des plans de constructions plus prestigieux parfois que réalistes. Mais les puissants syndicats canadiens ont eux aussi largement contribué à l'accroissement du déficit en paralysant les chantiers par des grèves, peut-être justifiées, mais dont le devis initial ne pouvait évidemment tenir compte.

Le bruit a couru un moment que Montréal ne pourrait tenir ses engagements, et d'autres villes, comme Mexico, qui avait organisé les Jeux en 1968, s'étaient mises sur les rangs. La barre a été redressée, mais à quel prix ? La ville de Montréal avait promis d'assumer seule la charge, mais il a fallu tout de même que le gouvernement provincial du Québec vienne coiffer le comité d'organisation pour que les choses rentrent à peu près dans l'ordre. Il

y a désormais à mettre en route une opération gigantesque qui rassemblera 9 200 concurrents, quelque 3 000 accompagnateurs et pas moins de 4 000 journalistes. Le gigantisme accepté par les uns comme une conséquence naturelle de la participation croissante des nations est vivement dénoncé par ceux qui voient l'effet d'une concurrence malsaine.

On ne peut oublier, en effet, la fantastique propagande dont bénéficient les Jeux à travers les « mass media », et, en premier lieu, à travers la télévision qui intéresse — potentiellement — un milliard de téléspectateurs. Formidable caisse de résonance qui n'est pas sans danger, comme on se souvient. En 1936, Hitler a été le premier à utiliser les Jeux à des fins politiques. Et si après la guerre la grande réunion olympique peut avoir lieu sans incidents à Londres, à Helsinki, à Melbourne, à

ATHLÉTISME

Quelques empoignades en perspective

Si en natation tout a été remis en cause à Munich — tous les records des Jeux ayant été battus, — il n'en a pas été de même pour l'athlétisme, où treize performances réalisées en 1968 et une en 1964 n'ont pu être dépassées dans la capitale bavaroise. L'exploit de l'Éthiopien Abebe Bikila dans le marathon de Tokyo est resté inégalé depuis douze ans. Quant aux autres records qui n'ont pu être effacés à Munich, ils concernent essentiellement la tresse et les sauts. Mexico étant allé à 2 000 mètres d'altitude, les sprinters et les sauteurs ont trouvé dans l'air raréfié un surcroît de moyens qui ont fait défaut aux coureurs de demi-fond ou de fond. On garde en mémoire le bond faramineux de Beamon, qui trouva son point de chute presque 9 mètres (8,90 m) après s'être soulevé de terre. Aucun sauteur en longueur n'a réussi depuis à approcher cette distance, alors que, aujourd'hui, la plupart des records du monde sont supérieurs aux meilleures performances des Jeux.

Au saut en hauteur, par exemple, les 2,24 m de Fosbury, inaugurant à Mexico le franchissement de la barre sur le dos, n'ont pas été dépassés à Munich. Cependant, l'Américain Dwight Stone a atteint depuis 2,31 m, et nombreux sont ceux qui, avec 2,25 m, ou 2,28 m, ont fait mieux que Fosbury. Cet exemple vaut pour d'autres disciplines, sauf pour le 100 m masculin, où les 9 sec. 9/10 de Hines ont souvent été égalés mais jamais améliorés.

Seul Guy Druet...

Dans le domaine des pronostics, on ne peut être que très prudent. Les plus redoutés sont les Américains chez les messieurs, et les Allemandes de l'Est chez les dames. Les Américains, avec une sélection très jeune (une quinzaine d'athlètes ont moins de vingt et un ans), possèdent une équipe parmi les plus dynamiques, dont les éléments ont l'habitude des luttes sans merci. Outre-Atlantique, il ne sert à rien d'avoir les meilleures références au départ. C'est à l'arrivée que tout se joue et que certains records ont été retournés au vestiaire pour n'être arrivés que quatrièmes ou cinquièmes. Voilà qui devrait nous valoir quelques fameuses empoignades car, chez les messieurs notamment, les pays de l'Est, et principalement l'U.R.S.S., arrivent à Montréal avec des champions confirmés (Valeri Borzov, médaille d'or sur 100 et 200 m à Munich, Lusia au javelot, Sanev au triple saut) ainsi que des recordwomen du monde (Gerasimova sur 800 mètres, Kazankina sur 1 500 mètres et Feina Melnik au disque). De plus, la participation des pays africains a modifié la situation depuis huit ans, et l'on ne sait jamais quel Ougandais comme Aki-Busa, ou quel Kényan comme Kalno, viendra brouiller les cartes. Sans compter les phénomènes australiens, maîtres incontestés de demi-fond. Sans compter aussi l'inévitable Finlandais, tel Lasse Viren, qui s'en vient prendre une ou deux médailles d'or avant de retourner à l'anonymat des états... pour réapparaitre quatre ans plus tard. Ce genre de surprise peut-il être fait d'un Français ou d'une Française ? Cela s'est vu à Mexico quand Colette Besson, déjouant tous les pronostics, a gagné le 400 mètres. Mais la surprise serait aussi grande si un tel exploit se renouvelait à Montréal. Guy Druet, sur 110 mètres haies, reste pour le moment le seul valeur coté à la bourse olympique. Il détient le record du monde sur la distance, et sa place de second aux Jeux de Munich témoigne de sa très grande valeur. L'homme possède assez de caractère pour ne pas se laisser impressionner par la mission quelque peu chauvine dont il se trouve investi à son corps défendant. Mais, ici comme partout, la glorieuse incertitude du sport reste entière. — F. S.

NATATION

L'étonnante poussée féminine en Allemagne de l'Est

Depuis les Jeux olympiques de Munich, la natation mondiale a trouvé un nouvel et meilleur équilibre : les États-Unis ont perdu une partie de leur suprématie. Si, côté messieurs, la force des Américains demeure, côté dames, l'avantage a tout à fait basculé au profit de la République démocratique allemande. C'est, à tous égards, l'événement de l'olympiade. Quelques chiffres soulignent cette évolution radicale. En 1972, aux Jeux de Munich, les États-Unis ont pu se prévaloir, en natation féminine, de huit médailles d'or, de six d'argent et de quatre de bronze. À l'époque, la R.D.A. ne présentait qu'un bilan — tout est relatif — désastreux : aucune médaille d'or, quatre d'argent, deux de bronze.

C'est l'année suivante qu'est intervenu le grand chambardement. À Belgrade, en 1973, à l'occasion des premiers championnats du monde, la R.D.A. réussit à totaliser en natation féminine dix premières places, contre trois aux États-Unis. Par référence à Munich, rien de changé en natation masculine, le rapport des forces continue. Huit premières places pour les Américains, deux pour les ressortissants de la R.D.A. En 1973, deux ans plus tard, les deux équipes se sont disputées le monde à Cali, en Colombie, confirmant la poussée de la R.D.A. En natation féminine, le score était le même qu'à Belgrade, dix premières places contre trois.

La cause était entendue, la suprématie avait bien changé de camp, au bénéfice de la R.D.A. pour ce qui concerne le sexe dit « faible ». Statu quo, toujours, à propos de la natation masculine. Huit premières places contre une, l'avantage reste aux États-Unis. Il est possible que les Jeux de Montréal accentuent encore la mainmise de la R.D.A. sur la natation féminine. La progression d'ensemble est même telle que les Allemandes de l'Est ont une bonne chance de remporter toutes les médailles d'or et de compléter leur rallye par le plus grand nombre de médailles d'argent et de bronze.

Les États-Unis conservent la maîtrise chez les garçons

Une seule Américaine, Shirley Babashoff, a gardé le contact en natation masculine. C'est elle qui, tout comme le Néo-Zélandais Eilger et l'Allemand de l'Ouest Dierich, l'Allemande de l'Est, le Canada, sont également sur les rangs, ainsi que les deux Américains, avec Rodney Patterson qui ne semble plus être le barreur invincible de 1968 et 1972 (deux médailles d'or).

Le Soling attire les meilleurs équipages de bateaux à quille et en particulier ceux qui s'étaient distingués en 5,5 m Star et Dragon, série écarter des Jeux Patrick Hagell, vétérinaire, Bruno Troublé représentant des champions d'Europe à Antibes, Patrick Courvillat, administrateur d'une société de formation permanente, tous âgés de trente ans, se heurteront à forte partie : les États-Unis, l'U.R.S.S., les deux Allemandes, l'Australie, la Suède, l'Italie et quelques autres visent, non sans raison, les places d'honneur.

Le Tornado, catamaran très rapide, apporte aux Jeux un élément nouveau. La série est dominée par l'Anglais Reg White, champion du monde. Les représentants français, Christian et Bruno de Casanova, 29 et 24 ans, devraient occuper un rang honorable. Alors, grâce au Finn, au 470 et au FD, trois médailles pour la France ? C'est bien possible. On s'attendrait que notre pays dispose de chances équivalentes dans toutes les disciplines olympiques.

YVES ANDRÉ

VOILE

De bonnes chances pour les équipages français

1976 est une année exceptionnelle pour la voile. Juin a été marqué par la course transatlantique en solitaire, soit verta se disputer la One Ton Cup à Marseille, puis, pour la première fois, la nouvelle Mini Ton Cup à La Rochelle. Quant au mois de juillet, il sera dominé par les Jeux olympiques qui auront lieu du 19 au 24 à Kingston, sur le lac Ontario. Quarante nations y participeront.

Six séries figurent au programme : Finn (dériveur en solitaire), FD (dériveur à deux équipiers), Tempest (quillard à trois équipiers), Tornado (catamaran à deux équipiers), Le 470 et le Tornado font leur première apparition aux J.O., tandis que le Star et le Dragon s'effacent. Précisons que les Finn sont prêts aux concurrents par le pays organisateur, alors que les autres bateaux font le déplacement.

Comment se présente cette confrontation pour les sélectionnés français, inscrits dans cinq des six séries ? Le Tempest, sans grand intérêt, est pratiquement inconnu en France. Rappelons qu'en 1972, à Kiel, Serge Maury avait obtenu une médaille d'or en Finn, Yves et Marc Pajot une médaille d'argent en FD.

En Finn, nous retrouvons Serge Maury. Fils d'un tonnelier de Bordeaux, âgé de trente ans, ce champion olympique semble disposé à s'éloigner de la compétition après les Jeux. Calme, tenace, bien préparé, il pourrait très bien, auparavant, renouveler son succès de 1972. Il aura, d'ailleurs, avant tout, au Suisse Balachov et à l'Anglais David Howlett, qui, aux épreuves de sélection, l'a emporté sur son compatriote Chris Law, vainqueur de la Gold Cup. Les Australiens comptent aussi sur leur spécialiste, Bertrand.

Pour le 470, le choix s'est révélé difficile car la France dispose de cinq équipages de classe internationale, dont un mixte, ce qui est rare à ce niveau : Jean François et Claire Pointeille vont comme remplaçants à Kingston, où les titulaires seront Marc Laurent, agent technique à Orly, et Roger Surmin, vingt-neuf ans, professeur

FOOTBALL

Les seuls représentants de la France en sports d'équipe

Afin de préparer le tournoi olympique pour lequel ils se sont brillamment qualifiés aux dépens des Pays-Bas et surtout de la Roumanie, les footballeurs français ont eu, quatre jours de stage avant leur départ pour Montréal, le 13 juillet, où ils seront nos seuls représentants dans les disciplines par équipes.

En Europe occidentale, et en Amérique du Sud, où les meilleurs footballeurs sont professionnels et donc écartés des Jeux, le tournoi olympique est très controversé et n'a pas le prestige de la Coupe du monde. Le palmarès de ce tournoi explique à lui seul ce manque d'intérêt : il faut remonter à 1936 pour retrouver en finale un pays qui existe le professionnalisme.

Comme c'est le cas depuis 1952, le tournoi olympique devrait être largement dominé à Montréal par les trois équipes professionnelles des pays socialistes européens : la Pologne, vainqueur à Munich en 1972, la République démocratique allemande et l'Union soviétique, trois fois de ces mêmes Jeux.

Sans complexe

La qualification de l'équipe de France, obtenue devant la meilleure sélection mexicaine pourtant peu soucieuse des règles olympiques, devant cent mille spectateurs médusés ?

GERARD ALBOUY.

Le président américain, M. Gerald Ford, estime que le bureau exécutif du Comité international olympique (C.I.O.) a fait un mauvais choix en autorisant la venue des Jeux de Montréal en dépit de l'insécurité faite à Taiwan d'y prendre part sous le nom de République de Chine. M. Gerald Ford a demandé à M. Philip Kraemer, président du comité olympique des États-Unis, d'exercer son influence pour que la commission exécutive du C.I.O. revienne sur sa décision.

FRANÇOIS JANIN.

A LA TÉLÉVISION

SAMEDI 17 JUILLET

TF 1 21 h. à 23 h. 30. — Cérémonie d'ouverture en direct.

DIMANCHE 18 JUILLET

TF 1 13 h. 40 à 13 h. 50. — Au cours de « Stade 2 » : cyclisme avec un léger défilé, le 100 km contre la montre.

LUNDI 19 JUILLET

TF 1 17 h. à 19 h. — Résumé du dimanche. Au sommaire : basketball (finale de la coupe), gymnastique (finale de la coupe), natation (finale de la coupe), boxe (finale de la coupe).

TF 1 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé. 21 h. 15 à 23 h. 35. — Résumé des épreuves de lundi.

MARDI 20 JUILLET

TF 1 17 h. à 19 h. — Résumé du lundi. Au sommaire : basketball (finale de la coupe), gymnastique (finale de la coupe), natation (finale de la coupe), boxe (finale de la coupe).

TF 1 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé. 21 h. 15 à 23 h. 35. — Résumé des épreuves de mardi.

TF 1 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé. 21 h. 15 à 23 h. 35. — Résumé des épreuves de mardi.

TF 1 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé. 21 h. 15 à 23 h. 35. — Résumé des épreuves de mardi.

TF 1 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé. 21 h. 15 à 23 h. 35. — Résumé des épreuves de mardi.

TF 1 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé. 21 h. 15 à 23 h. 35. — Résumé des épreuves de mardi.

TF 1 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé. 21 h. 15 à 23 h. 35. — Résumé des épreuves de mardi.

TF 1 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé. 21 h. 15 à 23 h. 35. — Résumé des épreuves de mardi.

TF 1 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé. 21 h. 15 à 23 h. 35. — Résumé des épreuves de mardi.

SAMEDI 24 JUILLET

TF 1 17 h. à 19 h. — Résumé du vendredi. Au sommaire : gymnastique (finale de la coupe), sports équestres (concours complet), natation (finale de la coupe), boxe (finale de la coupe).

CARNET

Naissances

— M. Dominique Bouhours et Mme, née Marie-Christine Schill, sont heureux d'annoncer la naissance de Guillaume, le 3 juillet 1976, 10, rue Leduc, 75014 Paris.

— M. Ivan Barbot, Mme, née Rose-lyne de Lestrang, et Genevieve ont la joie d'annoncer la naissance de Charles et Servane, le 1er juillet.

Mariages

— Paul Chevallier et Véronique Garret ont été heureux de faire part de leur mariage qui sera célébré en l'église de Chaville (45), le samedi 31 juillet 1976 à 14 h 30.

— Catherine Langa et Ian Glean sont heureux de faire part de leur mariage célébré à Paris le 3 juillet 1976, 11, avenue de Suffren, 75007 Paris.

— On nous prie d'annoncer le mariage de M. Patrick Lery, fils de M. Raymond Lery, avec Mme, née de Mme, avec Mlle Nicole Lery, fille de M. et Mme Pierre Lery. La bénédiction nuptiale sera donnée aux jeunes époux le mercredi 14 juillet à Rouen.

Décès

René NAEGELEN

— On nous prie d'annoncer le décès de M. René-Gaston NAEGELEN, ancien directeur du « Populaire de Paris », officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, et croix de guerre 1914-1918, survenu le 5 juillet 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet 1976, dans l'église Saint-Martin, à La Villette (Hauts-de-Seine).

— On nous prie d'annoncer le décès de M. René NAEGELEN, ancien directeur du « Populaire de Paris », officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, et croix de guerre 1914-1918, survenu le 5 juillet 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques ont eu lieu le 7 juillet 1976, dans l'église Saint-Martin, à La Villette (Hauts-de-Seine).

Il était le frère de Marcel-Edmond Naegele, député S.F.I.O. de 1945 à 1958, ancien ministre et ancien gouverneur général de l'Algérie.

— M. et Mme Jean-Jacques Barot et leurs enfants, M. et Mme Roger Bennebarre et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme André Korte, M. et Mme André Korte, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Armand Duco, M. et Mme Yves Colombot, ses enfants, M. et Mme Georges Duco, M. et Mme Michel Colombot et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Louis Turrier, ses enfants, M. et Mme Jean-Louis Turrier, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Alain Rousse et leurs enfants, M. et Mme Hervé Le Rochais et leurs enfants, M. et Mme Hervé Le Rochais, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Louis Turrier, ses enfants, M. et Mme Jean-Louis Turrier, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Alain Rousse et leurs enfants, M. et Mme Hervé Le Rochais et leurs enfants, M. et Mme Hervé Le Rochais, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Louis Turrier, ses enfants, M. et Mme Jean-Louis Turrier, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

ÉCHECS

LES TROIS PREMIERS CANDIDATS AU CHAMPIONNAT DU MONDE

Les trois premiers candidats au titre de champion du monde ont été désignés par le premier tournoi international qui vient de se terminer à Manille. C'est le jeune grand maître brésilien Henrique Mecking qui l'a emporté, devant le Soviétique Lev Polugaïev et le Tchèque Vladimír Hort.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Claude Seran-Schreibler, M. et Mme Pierre Mandé France, M. et Mme Pierre-Edmond Trévis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

— M. et Mme Jean-Dominique Prost et leur fille, M. et Mme Patrick Boiron et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve A. BERNARD, née Jeanne, survenue le 10 juillet 1976, dans sa soixante-dix-septième année.

FEUILLETON

Un train d'or pour la Crimée

Edward Pierce continue ses préparatifs en vue de l'attaque du train contenant la solde en or des troupes anglaises combattant en Crimée. Son équipe est constituée. Il lui faut maintenant se procurer les clés des coffres blindés.

PROMENADE A HYDE PARK

On estime, en général, que sept huitièmes des bâtiments de Londres victorien étaient en réalité géorgiens. L'aspect de la ville et son caractère architectural étaient des héritages de cette époque; les Victorien ne commencent à reconstruire vraiment leur capitale que vers les années 80. Cette réticence reflétait la politique économique de la construction urbaine. Pour la majeure partie du siècle, il n'était pas avantageux d'abattre les anciens bâtiments, même si ceux-ci convenaient mal à leurs fonctions modernes. Cette réputation n'était certainement pas fondée sur des raisons esthétiques, car les Victorien excelaient en style géorgien, que Ruskin lui-même appelait « le Ruskin plus ultra de la laideur ».

la ville, afin de dévaliser l'or et qu'il y avait tout lieu de croire qu'il serait repris ».

Il n'y eut pas d'autres commentaires sur l'affaire. Il faut se rappeler que, à cette époque, les évasions étaient, selon un témoignage, « aussi courantes que les naissances illégitimes », et ne justifiaient pas qu'on s'y attarde : à un moment où les riches de la bourgeoisie étaient trempés dans l'eau de chaux pour protéger de l'épidémie de choléra, les parlementaires discutant de la campagne de Crimée, les journaux n'allaient pas s'occuper d'un criminel mineur.

Les deux hommes, qui avaient eu la chance de réussir son évasion, furent son évasion. Clean Willy fut emmené chez Pierce, où il passa plusieurs semaines de réclusion ; tandis que c'était la déposition qu'il fit plus tard à la police que nous entendons parler pour la première fois de la mystérieuse maîtresse de Pierce, que Willy connaissait sous le nom de Miss Myrian.

Tous les témoins confirmèrent avoir été impressionnés par l'aspect éthéré de la jeune femme. On disait que ses yeux étaient particulièrement captivants, que ses mouvements avaient une grâce rétrograde, et qu'elle semblait fantasmatique.

En outre, il y eut pas mal d'hypothèses sur Miss Myrian et ses origines. La plupart des dépositions laissent à penser qu'elle était actrice. Ceci expliquerait son aptitude à imiter les accents et comportements de différentes classes sociales, sa tendance à se maquiller à une époque où aucune femme respectable ne se maquillait, et sa présence manifeste comme maîtresse de Pierce. En cette période, la ligne de partage entre une actrice et une prostituée était extrêmement mince. Et les acteurs étaient par

leur profession même des voyageurs itinérants, susceptibles d'avoir des relations avec des criminels ou d'être eux-mêmes criminels. Quel que fut son passé véritable, elle semblait avoir été depuis des années la maîtresse de Pierce.

De tous les endroits à la mode de l'époque, c'était à Londres, aucun ne peut se comparer au chemin sinueux et boueux, dans Hyde Park, appelé Cours des dames ou Allée Pourrie. Quand le temps le permettait, il y avait là des centaines d'hommes et de femmes à cheval, vêtus avec tout le faste possible de cette époque, et étincelants dans la lumière dorée du soleil couchant à 4 heures de l'après-midi.

Il régnait une animation tripartite : cavaliers et cavaliers étaient étroitement pressés les uns contre les autres.

Les femmes étaient accompagnées de laquais en uniforme, trotant à pied derrière leurs maîtresses ou de chiens sévères à cheval. Parfois, elles étaient escortées de leurs soupçons.

Et si le spectacle de l'allée Pourrie était splendide et élégant, il n'était pas absolument respectable, car beaucoup de ces femmes étaient de condition douteuse.

elle se remémorait aussi bien l'Opéra et au théâtre. Il arrivait souvent qu'une jeune lady trouve le regard de son accompagnateur fixé non sur la scène, mais sur quelques logs du haut dans laquelle une femme élégante répondait ouvertement à ses coups d'oeil.

C'était une époque où la différence de sexe était marquée par les vêtements, les manières, l'attitude et le comportement. Les hommes et les femmes de la maison étaient considérés comme « masculins » ou « féminins ».

La fameuse infériorité intellectuelle de la femme était renforcée par son éducation, et beaucoup de femmes bien nées étaient sans doute de délicates idiotes pathologiques, misanthropes, rancuniers, telles que les ont popularisées les romans de l'époque. Les hommes ne pouvaient s'attendre

à beaucoup d'échanges avec les femmes.

Il est évident que les deux sexes étaient perçus par cette situation. Les femmes, jetées dans leurs vastes demeures pleines de domestiques, exprimaient leurs frustrations par des crises spectaculaires d'hygiène. Les hommes frustrés avaient une autre possibilité, le recours aux prostituées, qui, souvent, étaient vivantes, gaies, spirituelles, toutes choses qu'il était impossible de trouver chez une dame. A un niveau plus simple, les hommes trouvaient les prostituées agréables parce qu'ils pouvaient, en leur compagnie, laisser de côté les contraintes formelles de la bonne société, et se détendre dans une atmosphère de « non-chalance débraillée ».

Dès la fin de septembre 1854, Edward Pierce se mit à remémorer Miss Elisabeth Trent au cours de promenades à cheval à l'allée Pourrie. La première rencontre fut apparemment accidentelle, mais, par une sorte de consentement tacite, ces rencontres devinrent régulières.

La guerre de Crimée soulevait des questions de moralité, et il n'en rapporta qu'une seule en détail. Cela passait un jour d'octobre 1854. C'était une époque d'agitation politique et de scandale militaire. La nation avait été cruellement blessée dans son orgueil. La guerre de Crimée tournait au désastre.

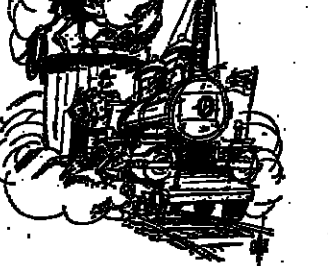
Le sport militaire appartenait à la décadence. Les troupes britanniques étaient mal entraînées, mal ravitaillées, et commandées de manière inepte. Lord Raglan, le commandant militaire, avait soixante-cinq ans, et il était vieux pour son âge. Raglan semblait croire qu'on en était encore à la guerre de Waterloo, et quand il parlait des ennemis, il disait « les Français », bien que les Français fussent maintenant ses alliés. Il lui arriva même, une fois, d'être si troublé qu'il prit un poste d'observation derrière ses lignes ruses ennemies. L'atmosphère de chaos s'intensifia, et vers le milieu de l'été, même les femmes d'officiers devenaient folles.

« Personne ne paraissait avoir la moindre idée du but poursuivi ».

Mais en ce chaud après-midi d'octobre, dans Hyde Park, Miss Pierce entraînait gentiment Elisabeth Trent dans une conversation sur son père.

« C'est terriblement nerveux ce matin, dit-elle. Vraiment ? fit Pierce, qui avançait au trot à côté d'elle. — Il est nerveux chaque fois qu'il doit traverser une carapide d'or en Crimée. Dès le moment

NUMERO 11



où il se lève, c'est un homme différent. Il se montre distant et extrêmement préoccupé.

— Je suis certain qu'il assume une lourde responsabilité.

— Si lourde que je crains qu'il ne se mette à trop boire, dit Elisabeth avec un petit rire.

— Je le soupçonne pourtant Elisabeth Trent, d'entretenir ses principes de sobriété, car, le matin du chargement, il se rend chaque fois dans la cave à vin sans le moindre domestique pour l'accompagner ou lui tenir les lampes à gaz. Il insiste pour y aller seul.

— C'est évidemment curieux. J'espère, dit Pierce avec gravité, que ses responsabilités ne sont pas un fardeau trop lourd pour son système nerveux.

— Je l'espère, répondit la jeune fille avec un soupir. N'est-ce pas une délicate journée ?

— Délicieuse, répondit Pierce. Absolument délicieuse, mais pas plus que vous.

— Je suis si heureuse, dit-elle, que de le voir si heureux avec vous, dit Pierce. C'était la vérité, car il savait maintenant qu'il était caché dans les quatre coins, et pouvait passer à l'étape suivante.

(A suivre.)

(Copyright Fayard, et le Monde.)

مكتبة الأمل

ANNONCES CLASSES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

OP organisation et publicité
2 rue Marengo 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

Nombreux déplacements rémunérés sur tout le territoire métropolitain.
Salaire minimum 5.000 francs.
Ecrire avec curriculum vitas sous réf. D 865 à
ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75008 Paris, qui tr.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
DATA 100 S.A.
Responsable du Support
La Boursidière - R.N. 186,
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

recherche
COMPTABLE
QUALIFIÉ
pour traiter dossiers P.M.E.
Expérience cabinet exigée.
Envoyer C.V. et prêt. à 67.814
CONTESSE PUBL., 20, av. de
l'Ordre, Paris-16, qui transmet.

Adresser demande avec C.V. et prétentions
aux Ets Publics d'Aménagement Ville
Nouvelle Cergy-Pontoise - BP 47 95012
Cergy cedex.
Renseignements complémentaires auprès
de Monsieur Boisvieux Chef de Service
Travaux - Tél. : 031.23.93.

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir
bien indiquer finement sur l'enveloppe le
nombre de l'annonce les intéressement et de
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de
« Monde Publicité » ou d'une agence.

ANGLETERRE

Organisation Internationale
rech. pour Nouméa,
un interprète traducteur langue
maternelle française ayant aussi
l'anglais comme langue active.
Adr. Cand. à M. le Secrétaire
général de la Commission du
Pacifique Sud, B.P. 03, Nouméa
Cedex. Nouvelle-Calédonie.

Minimum 35 ans.
ayant expérience ouvrages d'
IRRIGATION
pour direction en Afrique noire
d'un important projet
(études et réalisation).
ANGLAIS INDISPENSABLE.
Envoyer C. V. et prétentions à
n° 67.499, CONTESSÉ PUBL.,
20, av. de l'Opéra, Paris-7^{me}, 9¹.

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS / QUI TRANSMETTRA

2) INGENIEUR DE FABRICATION
Chargé de la mise au point de l'amélioration et du suivi des procédés de fabrication d'une ligne de produits.
Les candidats devront avoir une formation de généraliste (A. et M. ou équivalent) avec option électronique ou ayant acquis une spécialité électronique par la suite.
Pour ces 2 types de postes, des connaissances en anglais sont nécessaires.
1 à 2 ans d'expérience souhaitée, mais les candidatures des débutants ne seront pas écartées.
Ecrire avec C.V., prêt. et date de disponibilité, à 3ème LG GUET - B.P. 05 - 02710 Villeneuve-Lezuc.

POSTE :
— Instruction et calcul des dossiers de retraite.

QUALITES REQUISES :
— Ordre, méthode rigueur de gestion ;
— Interprétation et application de textes réglementaires ;
— Facilité d'adaptation.

Stage rémunéré de formation.

Adres. C.V. man. avec diplômes
à : **BOITE POSTALE 8524,
PEAVIT PUBLICITE,
100, rue de Richelieu,
75002 PARIS,** qui transmettra.

CHEF D'AGENCE PARIS
recherché par importante
Société d'Interim

paramédical.
Minimum 2 ans d'expérience
similaire.
5.000 x 13,5.

Envoyer C.V. détaillé et
manuscrit sous réf. DOREL
à mentionner sur l'enveloppe)
EMPLOIS ET CARRIERES
30, rue Vernet, Paris 8^e
ou pour R.-Vs 280-04-17.

offres d'emploi

COMSIP ENTREPRISE

Leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

Importante Société Internationale recherche pour développer ses activités en FRANCE.

Ingenieurs d'affaires

en Electricité Industrielle et Postes de Transformation (Génie civil, charpentiers métalliques, électricité haute, moyenne et basse tension).

Profil souhaité : diplômés des Grandes Ecoles d'ingénieurs (spécialité électricité), ayant plusieurs années d'expérience des affaires dans le milieu entreprise.

Les candidats, rattachés au Chef de département, auront notamment pour vocation de coordonner, sur le plan national et entre les différents départements régionaux, les activités, dans les disciplines indiquées.

Envoyer C.V. photo (et) et prétentions s/réf. ILM/COMSIP ENTREPRISE Direction du Personnel BP. 305, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX (200 m gare du RER).

L'Association Internationale de l'Hôtellerie recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

L'Association désire nommer un secrétaire général basé à son siège social parisien. Le candidat assurera la responsabilité des affaires et des finances et superviser un secrétariat de vingt personnes. Le poste exige une aptitude d'organisation de premier ordre. Le secrétaire général sera en contact direct avec les membres de l'Association dans le monde entier, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales. Le candidat doit être bilingue - français, anglais - et doit être disposé à voyager à l'étranger. Des connaissances de l'hôtellerie et de l'industrie du voyage seraient avantageuses. Ce poste est de haute responsabilité et implique une rémunération importante ainsi que des avantages correspondants. Les demandes de candidature, qui seront traitées à titre confidentiel, devront être accompagnées de C.V. et de détails d'emploi et de salaire. Toute communication doit être adressée par écrit à The Managing Director, Horwath & Horwath (UK) Ltd, 54 Baker Street, London W1M 1DI, England.

STÉ DE VENTE D'EQUIPEMENTS MEDICAUX ET RADIOLOGIQUES DE HAUTE TECHNICITE recherche son

ATTACHE COMMERCIAL PARISIEN

Pour un secteur de 950 praticiens et établissements hospitaliers. Notre préférence ira vers un candidat de 30 ans min. ayant pratiqué la vente de biens d'équipements, pouvant justifier de succès acquis, formation secondaire ou supérieure ayant suivi des stages récents, de perfectionnement professionnel qui le rendent capable de se constituer un salaire de 90.000 F à 110.000 F annuels. Allemand courant souhaité.

Envoyer C.V. et lettre : OGAMSA 10 rue du Gal Henry 75017 Paris

demandes d'emploi

J. H., 38 a., lic. mail, psycho. (secondaire malade), niveau DUEL, exp. rech. post. correspond. tout secteur d'activité. Etudier toute offre proposition. Ecr. à 2731, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75242 Paris-9.

GESTIONNAIRE 10 ans expérience clinique parisienne (150 lits), très au courant des lois et règlements du travail, recherche région indifférente. Ecrire sous référence 1222 à INTER-P, 19, rue Saint-Marc, 75002 Paris, qui transmettra.

DIRECTION J.F., 27 ans, maîtrise en lettres, bilingue français-anglais, anglais correct, dactylo, excel. présent. cherche poste à responsabilité. Ecr. à 2731, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75242 Paris-9.

ARCHITECTE P. URBANISTE exp. et rech. en emploi Paris. Ecr. à 2731, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75242 Paris-9.

INGENIEUR CIVIL 56 a., collab. nat. franc. dipl. B. Sc. et M. Sc. univ. améric. spécialisation maîtrise : Bâtiment, armé, sols et fondat., 2 a. exp. et sur. chant. Résid. en Côte d'Ivoire, ch. poste Afrique de l'Ouest. Ecr. s.p. 1220 Adidon.

ANIMATEUR RELAT. HUM. Maitr. techn. express. commun. (ont. audio-visuel) ; lic. psychol. maitr. philosophie. Recherche auto. tech. de la relation, sér. réf. mil. hospitalier, centres sociaux. IUT, ayant travaillé avec CNRS. Etude des proc. même à Paris. Ecr. à 2731, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75242 Paris-9.

JEUNE ECONOMISTE 31 ANS, docteur économie rurale, longue expérience circulaire agro-aliment. occ. anglaise et espagnole, ch. missions d'études temporaires à l'étranger. Ecr. n° 7 060 302 A Régie-P, 85 bis, r. Réaumur-2.

ARCHITECTE D.P.L.C. 5 a. exp. dess. extérior. chant. ch. place stable BRETAGNE ou PARIS. Ecr. n° 1 002 826 M Régie-P, 85 bis, r. Réaumur, PARIS-2.

offres d'emploi

LA DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

cherche pour Paris un jeune cadre économiste

Il sera intégré à l'équipe chargée : — de réaliser des études de gestion du personnel ; rémunération, masses salariales, conditions d'emplois, gestion des cadres ; des enquêtes sociales diverses ; — d'établir les procédures de gestion. Il lui sera confié notamment la synthèse des statistiques sociales à l'échelon du groupe. C'est un cadre de 25 ans minimum, de formation économique supérieure IEP, Sciences Eco ou un ingénieur. Il a le goût et l'expérience des statistiques, des compétences en informatique (définition de modèles, programmation) et de l'intérêt pour les relations humaines en vue d'un développement de carrière dans la gestion du personnel. Ecrire à G. BARDOU s/réf. 3083 LM.

ALEXANDRE TICS S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-ILLE-BOULLES-GENEVE-LONDRES

ingénieur (ENSI CHIMIE) contrôle de gestion

F 90 000 +

L'IRCHA (Institut National de Recherche Chimique Appliquée), établissement public d'Etat à caractère industriel et commercial (300 personnes) souhaite confier le contrôle de gestion des activités de recherche à un ingénieur (ENSI Chimie) de 35 ans minimum ayant acquis une expérience de contrôle budgétaire dans un Centre de Recherche. Rattaché au secrétaire général, sa mission principale est d'aider les responsables des services à réaliser une bonne gestion de leur activité, en assurant le suivi budgétaire de l'acte de consommation des crédits pour chaque contrat et d'ajuster les effectifs disponibles et les commandes en vue d'une bonne coordination des activités de l'établissement. Dynamisme et capacités de contact. Ses qualités indispensables pour réussir à ce poste. Résidence PARIS.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2603/M (à mentionner sur l'enveloppe) à Sopis LIPSZYC.

Le secret absolu des candidatures est garanti par BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

SOCIÉTÉ CHIMIQUE A VOCATION INTERNATIONALE SIEGE PARIS

cherche CADRE 28 ans minimum

POUR CRÉATION SERVICE FISCAL

Préférence Ecole des Impôts, avec quelques années d'expérience. Connaissance du matériel fiscal français et allemand souhaité. Envoyer C.V. photo à HAVAS-CONTACT 158, bd Hausmann, 75006 PARIS s/réf. 30250, qui transmettra.

Association de PROFESSEURS PARIS, société jurid. et fisc. off. de langues étrangères recherche COMPTABLE 2° échelon O.M.C. (déclarations fiscales et sociales, bilans, lois sociales, poste à responsabilité) exp. initiatrice. Ecr. n° 226, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75242 Paris-9.

Envoyer C.V. A.C.I. 46 bis, rue Dames, PARIS-19 MAIRIE DE SAINT-GERMAIN recherche ANALYSTE PROGRAMMEUR système 3/12

Sens des responsabilités. Connaissance du matériel informatique. Exp. 3 ans minimum en R.P.S. II. Adresser C.V. et prétentions à G. SURENNE 9213.

Secrétaire de direction bilingue F 45.000 +/AN

NEUILLY Société française en pleine expansion, filiale d'un groupe d'importance mondiale, recherche pour son Directeur Financier une ASSISTANTE DE DIRECTION capable de rédiger en français et en anglais et pouvant insister d'au moins 3 ans d'expérience de la fonction. Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2611/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE Compagnie électronique recherche SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS Libre rapidement Compétence assurée. Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 2176, à L.T.P., 31, boulevard, Neuville, 75002 PARIS, qui transmettra.

représent. offre

Pub. oblig. état (art ancien) ch. V.P.P. ou ag. com. très exp. Act. V.C. secteur et présent. M. Guy FORTE les Cinqvies 41, la Mennelle, 20100 Romans.

occasions

MOQUETTES EN SOLIDE 100.000 m², 4/5000 à l'équivalent beau velours 5/5000 10.40 F/m² pure laine 36 F/m². Ecr. P.T.T. 1, rue de la République, 15 bis, 13001 Marseille. Tel. 335-45-50.

LOCATION DE PIANOS 140 F par mois, remboursés en cas d'achat. Location-vente. Occasions. Pianos neufs depuis 4.500 F à 9.000 F. Ecr. n° 255-99 Tel. RDV 55-99 ou 55-99-55.

L'immobilier

appartem. vente

Paris Rive droite Dans imm. neuf, 4 étages, balcon, vue sur parc, 35 m², 25 a. ch. placement local. 742-71-38.

VOTRE ARGENT DORT EN BANQUE INVESTISSEZ A PARIS dans immeuble rénové à 100 %.

PLACEMENT D'AVENIR Studio, 2 pièces, duplex, 3 p., entièrement rénové. Tout ch. Pour investisseurs Location, gestion assurée. Loyer 500 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

PASSY, immeuble neuf, 105 m² + balcon, 2 b. cuis. équipée. 1100 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

TROCADERO - Paris, 4 pièces, appartement de luxe, 420 m², 1100 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

BUTTES-CHAUSSÉE Part. 2 p., plein Sud, Entrée, 2 d'entr., cuis. équip. 1100 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

PARIS Rive gauche ODEON, ch. apt. 110 m², 5 p., seul à l'étage. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

PARIS Rive gauche 5 p. - Particulier à particulier, 2 pièces, confort, 190.000 F. Téléphone 555-45-97.

LYON ou proche Recherches gr. terrain plat, ville moderne et gde prof. 1000 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

BOULOGNE MAIRIE Avenue Jean-Baptiste-Claude Studio, 2 pièces, duplex, entièrement équipé, 1100 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

PROVINCE A CASSIS, T. 4, 120 m², dans parc, petite imm., piscine, accès mer, 2000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

CANNES - Part. à Part. - Vue sur mer, 2000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

appartem. achat DISPOSEZ-VOUS D'UN COMPT. CHÈQUE NOTAIRES, achetez, organisez, 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

Immobilier (information) LOCATION SANS AGENCE 18, rue de la République, 13001 Marseille.

capitaux ou proposit. com. L'un des principaux fabricants britanniques de générateurs étend son réseau de ventes à la France. Profitez de cette occasion unique pour devenir concessionnaire, revendeur de leur fameuse production. Nous recherchons des personnes bien implantées ayant la capacité non seulement d'être les dépositaires de notre matériel, mais également de fournir un service après-vente irréprochable. Pour l'envoi de brochures, écrivez maintenant à l'adresse suivante : Forest & Electric Co. Ltd., Crowder Street, Walsden, Manchester, M20 2JP Angleterre.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

maisons de campagne 100 m², 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

locaux commerciaux

INVESTISSEZ DANS L'IMMOBILIER AUX ETATS-UNIS

A VENDRE

8.825 m² de laboratoire de recherches et de bureaux de direction. Conviendrait aussi à un centre d'information, centre d'enseignement, à des installations de montage de composants électroniques ou mécaniques, à des fabrications légères des entreprises, ou à un complexe commercial et d'habitation. Précédemment occupé par le laboratoire de recherches de la Pure Oil Company.

Installé sur un terrain de plus de 43 hectares situé sur la route nationale U.S. n° 14, à Crystal Lake, Illinois, 17.000 habitants, à 77 kilomètres au nord-est de Chicago et à 45 minutes de l'aéroport international de O'Hare. Demandez la brochure « Project 107 ».

PRIX : 8 750 000 dollars

FACILITÉS POSSIBLES Benjamin Falk 520 N. Michigan Avenue Chicago, Illinois 60614 U.S.A. Tel. 312.628.0429.

fonds de commerce A vendre en province, bar à bières, Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

bureaux PROPRIÉTAIRE loue 1 ou plusieurs bureaux, refaits neufs. Téléphone : 759-12-40.

viagers 1 ltr. 75 a., Vincennes pr. bois, studio 25 m², balcon, 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

terrains terrains 1 ltr. 67 a., 520-24-19.

A VENDRE 243,2 HA 1.600 F sur le nouveau canal en eau profonde. Pour accueillir des pétroliers de la catégorie de 70.000/80.000 t. de port en lourd. Profondeur de 13,20 m (40 pieds) avec bassin carré de 150 m² pour tourner. Situé sur la rive de Galveston, près du golfe du Mexique, relié à tous les ports mondiaux. Sélection des candidatures.

DANS LA ZONE INDUSTRIELLE DE BAYPORT (Houston) 100 a., 715-488-3383. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

SPACE CITY DEVELOPMENT CO. Agents immobiliers

CONNELLES (EURE) 100 km. de Paris, à saisir. Terrain de 1.000 m² sur bord de Seine non navigable. S/R.V. : M. PARENT, 736-06-05.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

propriétés propriétés 60 km. Paris. Part. Compagnie. Sur 300 a., 1000 F/mois. Ecr. n° 255-99, 15, rue de la République, 13001 Marseille.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONSOMMATION

L'UTILISATION DES COLORANTS DANS L'ALIMENTATION

FRANCE : les attaques contre les additifs sont dénuées de fondement
estime le président des industries agricoles

Les industriels de l'alimentation répliquent aux attaques de consommateurs qui les accusent d'utiliser des additifs et colorants dangereux pour la santé publique. « Ces accusations sont dénuées de tout fondement et ne reposent sur aucune base scientifique sérieuse », a affirmé lundi 12 juillet M. François Lepaire, président de l'Association nationale des industries agricoles et alimentaires (ANIAA).

M. Lepaire a précisé que l'utilisation de quelque additif que ce soit (y compris les colorants) n'était pas possible sans avoir été autorisée de manière spécifique, après avis préalable du Conseil supérieur de l'hygiène publique et consultation de l'Académie nationale de médecine.

Annuellement, les industries agricoles et alimentaires utilisent en France 100 tonnes d'additifs, ce qui fait moins de 3 grammes par consommateur, a souligné le président de l'ANIAA. « Les colorants et additifs ont toujours existé et ont toujours fait partie intégrante de l'alimentation humaine. En règle générale, ils sont utiles et parfois indispensables », a ajouté M. Lepaire.

La liste des additifs utilisés dans les produits alimentaires est classée sous le code « E » (indiqués sur les étiquettes selon la loi française) : a été établie par le Marché commun ; ces produits doivent auparavant être autorisés par l'Organisation mondiale de la santé, a précisé M. Lepaire. Neuf additifs viennent d'être retirés de cette liste.

DANEMARK : le gouvernement renforce la réglementation

De notre correspondante

Copenhague. — Le gouvernement danois a maintenu sa décision d'imposer aux boissons gazeuses du genre Cola un taux de caramel ammoniacal ne dépassant pas 3 grammes par litre (70 mg/l) du 8 juillet. Cette réglementation devra être appliquée sans aucune remise à partir du 1^{er} août — date à laquelle le Danemark sera le premier pays du monde à rendre obligatoires des normes aussi rigoureuses.

Les négociations menées par les représentants du Groupement des fabricants danois de boissons gazeuses et les responsables de l'Office national de contrôle alimentaire et du ministère de l'environnement n'ont, en effet, rien donné. Les deux camps se montrant inflexibles, les premiers ont baissé pavillon. En réalité, les fabricants purement danois de boissons gazeuses, qui contribuent à 85 % le marché intérieur de cola — les 15 % restants revenant aux Américains : Coca-Cola 10 % et Pepsi-Cola 5 % — n'ont jamais caché qu'ils étaient disposés à s'incliner. Ils se sont seulement dans cette affaire montrés solidaires — assez mollement, il faut le dire — de Coca-Cola, dont les réactions en revanche ont été aussi violentes que nettes.

Coca-Cola va devoir maintenant modifier sa formule à l'intérieur des frontières du royaume ; elle ne fera pas ses usines d'embouteillage danoises, comme elle l'avait annoncé. La société américaine n'a pas pour autant l'intention d'abandonner le combat : ses porte-parole ont laissé entendre qu'elle allait s'employer à réimposer, le plus rapidement possible, des preuves suffisantes pour convaincre les dirigeants danois que le caramel ammoniacal n'est aucunement dangereux pour la santé.

Au moment où l'opinion prenait connaissance des conclusions — provisoires ? — de ce débat, le gouvernement danois publiait une nouvelle « liste positive », valable à partir du 1^{er} juillet 1977, réglementant l'emploi d'une nouvelle série de colorants et d'additifs. Cette réglementation interdit, en particulier, l'usage des colorants dans le pain, les spaghetti, les macarons et les corn-flakes. En vertu de ces dispositions, le rouge alimentaire 17 devra disparaître des glaciers et des sodas. Il est vrai que les Danois avaient tendance jusqu'ici à abuser du rouge écarlate pour égayer l'aspect de leurs pro-

MONNAIES ET CHANGES

Les pressions sur le franc

(Suite de la première page.)

Si les non-résidents veulent vendre des francs qu'ils ne possèdent pas, ils doivent se le procurer sur le marché de l'eurofranc dont le volume est relativement étroit. Signe irréfutable de la tension actuelle, le taux d'intérêt sur l'eurofranc au jour le jour s'établit entre 13 et 15 % (contre 8 à 9 % vendredi dernier).

Depuis sa sortie du « serpent » le 15 mars dernier, le franc était resté relativement stable, une fois enregistré une décade un peu inférieure à 4 % vis-à-vis du DM. Le cours de ce dernier à Paris avait oscillé jusqu'à la fin de la semaine dernière entre 1,83 F et un peu plus de 1,84 F. Cela signifiait qu'en gros les cours du dollar évoluaient à peu près parallèlement à Paris et à Francfort. Depuis quelques jours, en particulier depuis jeudi dernier, le dollar monte à Paris alors qu'il reste stable à Francfort (et en général sur toutes les places du continent européen). Cet accés de faiblesse n'est certainement pas étranger aux inquiétudes que suscite la sécheresse, dont l'effet pourrait être d'aggraver un déficit commercial qui à toutes les chances d'être nettement supérieur aux 6 ou 8 milliards de francs jugés naguère « acceptables » par le gouvernement. A cela s'ajoute évidemment la persistance d'un taux d'inflation plus de deux fois supérieur à celui qu'on constate en République fédérale. Notons à ce propos que le florin néerlandais continue à se trouver au plancher du « petit serpent » européen, alors que la hausse des prix aux Pays-Bas est de l'ordre de 10 % contre actuellement moins de 5 % en République fédérale.

Mais c'est incontestablement le franc qui est actuellement l'objet des « attaques » les plus sérieuses sur le marché des changes, alors que la lire italienne semble, pour l'instant du moins, être sortie de la terrible crise qu'elle a connue pendant les premiers mois de l'année et que la livre sterling, après le léger recul enregistré au cours des derniers jours, paraît reprendre depuis mardi après-midi une meilleure orientation.

P. F.

TIERS-MONDE

LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES PRÉVOIT DE DÉPENSER 2,5 MILLIARDS DE DOLLARS DE 1976 À 1981

(De notre correspondante)

Genève. — Le conseil d'administration du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a décidé de dépenser 2,45 milliards de dollars de 1977 à 1981, ces dépenses extraordinaires durant cette période un accroissement annuel moyen de 14 % des contributions volontaires pour un ensemble de projets au total d'environ 200 millions de dollars. Le conseil a décidé d'accorder aux États les plus pauvres — ceux dont le produit national brut par habitant est inférieur à 300 dollars — près des deux tiers du montant des allocations pour 1977-1981, contre environ la moitié de 1972 à 1976.

L'aide à Cuba a été accrue de 1,5 million de dollars en raison de « renseignements fournis au conseil selon lesquels ce pays a reçu une assistance inférieure à celle prévue pour la période 1972-1976 ». Le conseil a en outre approuvé huit programmes nationaux pour une dépense totale de 119 millions de dollars : Brésil (42 millions de dollars), Bolivie (7,5 millions), Cuba (12 millions), Émirats (15 millions), Nicaragua (3,4 millions), Panama (7,5 millions), Venezuela (10 millions) et Zaïre (34,5 millions). Un programme spécial de 3 millions de dollars a été accordé au Guatemala, victime de tremblements de terre.

Plusieurs pays ont décidé d'augmenter leurs contributions en 1976 : la Suède de 5,7 millions de dollars, les Pays-Bas de 7,5 millions, le Royaume-Uni de 5 millions. La contribution des États-Unis s'élève à 108 millions de dollars, en hausse de 28 % par rapport à 1975.

La Chine a annoncé cependant ne pas vouloir être associée aux allocations du PNUD en faveur de l'Angola.

COOPÉRATION

LES ACTIVITÉS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES AU LAOS. — Deux protocoles d'accord viennent d'être signés entre des sociétés françaises et le gouvernement laotien. La Société des brasseries et glaciers du Laos (S.B.G.L.) deviendra une société d'État et la Société d'exploitation minière de l'Indochine (S.E.M.I.) une société d'économie mixte, dans des délais non fixés.

Le gouvernement envisage de racheter les actions de la S.B.G.L., dont les activités sont arrêtées depuis novembre. La société accordera une assistance technique pour remettre en marche les unités de production de sucre de la S.E.M.I., qui exploite les mines d'étain de Phnomh, a obtenu l'autorisation de poursuivre ses activités.

Enfin, des négociations doivent s'ouvrir entre les autorités et une autre société, le Groupe d'étude pour la construction et l'urbanisation, en vue de mettre au point un projet d'agro-industrie.

ÉNERGIE

Selon la B.P.

LA PRODUCTION MONDIALE DE PÉTROLE A DIMINUÉ DE 5,6 % EN 1975

Pour la première fois depuis vingt ans, la production mondiale de pétrole brut a baissé : 2,7 milliards de tonnes en 1975 contre 2,88 milliards de tonnes en 1974, soit une diminution de 5,6 %. Selon les statistiques publiées chaque année par la British Petroleum, ce repli provient pour l'essentiel d'une réduction moyenne de 10 % de la production des pays de l'OPEP. Par contre, celles des pays socialistes (970 millions de tonnes contre 925,7 millions) et de l'Europe occidentale (+36 %) ont sensiblement progressé.

La diminution de la production mondiale reflète une baisse de la consommation de pétrole de 3 %, en 1975, baisse qui a touché surtout la France, la Grande-Bretagne et le Japon. Selon la B.P., les réserves mondiales de pétrole à la fin de 1975 s'élevaient à 90 milliards de tonnes, dont 50,1 milliards au Moyen-Orient et 2,4 milliards en Europe occidentale.

LE GROUPE ELF-AQUITAINE va regrouper dans une seule société — baptisée ELF-Amazargues — ses activités dans le secteur de la distribution de gaz liquéfiés, assurées jusqu'ici par les deux sociétés Amazargues et Elf-Mongaz.

LES REVENUS DES PAYS DE L'OPEP. — Selon une étude du Trésor américain, les importations des pays de l'OPEP n'augmenteront pas aussi vite que leurs revenus pétroliers au cours de cette année. En conséquence, leur excédent de balance de paiements progresserait globalement en 1976 de 11,4 % par rapport à ceux de 1975 et s'élevaient à 45,7 milliards de dollars. Le total des revenus pétroliers serait de 114,1 milliards de dollars (+14 milliards). — (Reuter.)

CONJONCTURE

M. CEYRAC ESTIME LA REPRISE TROP FORTE

M. Bergeron la juge fragile

Pour le président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), la reprise a été « trop forte » entre octobre 1975 et avril 1976 et, de rythme, « ne pouvait qu'engendrer des tensions et des déséquilibres ». Toutefois, a-t-il souligné, le 12 juillet à Lyon, un certain « tassement » s'est produit depuis le début mai, malgré un accroissement de la consommation avant les vacances. A la rentrée, l'expansion reprendrait, mais de façon plus modérée. En tout cas, a estimé M. François Ceyrac, il n'y a aucune raison que l'emploi, qui s'est très sensiblement amélioré en avril, se dégrade à nouveau. « Même si, a-t-il ajouté, certains considèrent mes propos comme un blasphème, il y a de nombreuses difficultés de recrutement de main-d'œuvre, surtout dans les grands centres industriels ». Pour M. Ceyrac, il n'y a pas de marché national de l'emploi, car les hommes ne sont pas interchangeables sur l'ensemble du territoire. La question se pose au niveau des basses de main-d'œuvre.

Pour M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, la rampe de descente du nombre des nouvelles demandes d'allocations de chômage « illustre (au contraire) la fragilité de la reprise économique ». Le nombre des dossiers déposés dans les ASSEDIC est passé de 86 230 fin mai à 87 450 fin juin (+1,4 %). Cette statistique démontre, selon lui, l'impossibilité de prévoir si la tendance à la baisse du nombre des chômeurs s'indemnifiés (-44 500 entre fin avril et fin juin) persistera au-delà de septembre.

LE PRIX DE LA TASSE DE CAFÉ : + 10 CENTIMES À PARIS

Les prix des boissons-pilotes (café, bière à la pression, lait, eau minérale non gazeuse, limonade) pourront être majorés de 10 centimes pour le petit verre et de 30 centimes pour le grand verre à Paris et dans les départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, annonce le Bulletin officiel des services des prix (B.O.S.P.) du 10 juillet. Par ailleurs, le prix au litre du carburant pour moteurs à deux temps est fixé à partir du 1^{er} de l'essence d'auto majorée de 48 centimes.

Sont, en outre, autorisés à augmenter les prix les fabricants de plaques et produits en plaques (4 %), de fromages fondus (8 centimes pour la boîte de 170 grammes, 4 % pour les autres présentations), de rasoirs et lames de rasoirs médicaux (2,5 %), des cristaux de soude (4 francs les 100 kilos), de boîtes et emballages en aluminium (5 %), de peintures et de vernis « grand public » (3 %), d'articles de ménage en aluminium (5 à 7 %), de produits biologiques (5,5 %) et galéniques (4,5 %) et de produits phyto-sanitaires (4 %).

Enfin, l'application des coefficients multiplicateurs est supprimée pour certains articles de papeterie (gros) et de confection (détail), les organisations professionnelles s'engageant à ne pas dépasser jusqu'au 30 septembre le niveau des prix licitement atteint le 15 juin. Le B.O.S.P. publie aussi une liste de produits (bois brut, liège, béton prêt à l'emploi, appareils frigorifiques et machines à laver, caravanes, bas et collants...) dont les prix à la production pourront être librement établis et fixer les prix limites de vente au détail du point de vente.

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE le nombre de chômeurs a diminué de 32 500 en juin, pour se situer à 921 000, ce qui représente 4 % de la population active contre 4,3 % en

mai. Le nombre de chômeurs partiels est de son côté revenu de 250 000 à 218 000. En mai le chômage complet avait baissé de 140 200. — (A.F.P.)

(PUBLICITÉ)

MISE EN PLACE DE LA PLATE-FORME MCP 01 POUR LE CHAMP DE GAZ DE FRIGG

La plate-forme MCP 01 (Manifold Concrete Platform n° 1) construite par les Sociétés C.G. DORIS (France), JOHN HOWARD Ltd (Grande-Bretagne) et BRAVIA OBERVOISIER (Suisse) pour le compte de TOTAL OIL MARINE, opérateur d'un groupe comprenant lui-même : ELF-AQUITAINE - WORSK HYDRO et STATCH OF NORWAY, a été installée sur son emplacement définitif, le chemin entre le champ de FRIGG et le terminal de Saint-Fergus, le 21 juin 1976.

Pesant 210 000 tonnes, ayant un diamètre de 100 mètres à la base et de 62 mètres au sommet et une hauteur de 127 mètres, la plate-forme doit être connectée prochainement aux canalisations de gaz suivant un procédé original conçu par C.G. DORIS.

Cette plate-forme est la troisième mise en place par la Compagnie DORIS et ses partenaires. La première fut le réservoir ZKOPF, installé en juillet 1973 et qui constitue encore à l'heure la plus large plate-forme jamais conçue et installée. La seconde plate-forme a été installée le 1^{er} septembre 1975 comme plate-forme de forage sur le champ de FRIGG. Une quatrième plate-forme, destinée à servir au groupement HOWARD-DORIS pour le champ de NIKIAN, par OBERVOISIER OIL et ses partenaires et est en construction sur le site de KISHORN.

En ce qui concerne MCP 01, il est important de noter que c'est la plate-forme qui a été construite le plus rapidement au monde. Le contrat a été signé le 9 janvier 1975. La construction en béton (dry-dock) a été terminée le 1^{er} septembre 1975. La construction à flot a été terminée le 7 juin 1976. Le remorquage a commencé le 10 juin 1976. Malgré des conditions météorologiques peu favorables pour la saison, la mise en place s'est effectuée dans la nuit du 21 juin 1976 avec une précision remarquable de 5 mètres et de 25 en orientation.

This advertisement appears as a matter of record only.

فقه النشره لاداره فقط



LA CELLULOSE DU MAROC

شركة سيلولوز المغرب

Rabat

رباط

U.S. DLRS. 6,000,000

٦٠٠٠٠٠٠ دولار أمريكي

Medium Term Loan

قروض متوسطة الأمد

arranged and provided by

تقوم بمعاملاتها وترتيبها

THE ARAB INVESTMENT COMPANY S.A.A.

الشركة العربية للاستثمار ش.م.ع.

Riyadh

الرياض

19 June 1976

١٩ يونيو (حزيران) ١٩٧٦

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FAITS ET CHIFFRES

SICAV
DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

Agriculture

Autre notation intéressante, les opérations des sociétés françaises

Fait remarquable, le secteur des contrats collectifs (assurance de groupe) progresse d'année en année à un taux particulièrement élevé (+ 23,8 % en 1975), qui traduit à la fois la hausse des salaires servant de référence aux garanties et aux primes des contrats d'entreprise, et le constant développement de ce type de contrats : il vient, pour la première fois, de passer en tête avec 3,7 milliards de francs de primes émises contre 3,65 milliards de francs pour la grande branche (assurance individuelle).

La progression des primes d'assurance automobile (15,4 milliards de francs) a été la plus faible depuis quinze ans (5 %) : compte tenu du parc de véhicules en 1975, le prix réel de l'assurance auto a continué de baisser, compte tenu de l'inflation, tandis que le déflateur des primes a augmenté de 3 %. A relever, enfin, une croissance record des assurances corporelles (5,7 milliards de francs, soit 5,7) surtout dans le secteur des grands groupes, qui reflète le développement continu des assurances de responsabilité civile (3,5 milliards de francs + 20 %) ainsi qu'à la mesure que le contrat d'assurance est devenu le plus contraignant pour les industriels, les commerçants et les professions libérales (médecins, chimistes, etc.). Les experts-comptables n'ont pas été oubliés.

Commerce extérieur

M. RAYMOND BARRE, MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR, entend renforcer le rôle des sociétés de commerce à l'étranger. « Le « groupe de contact permanent » pourrait, a-t-il déclaré le 12 juillet devant la Fédération nationale des syndicats des sociétés de commerce extérieur, être créé auprès du C.F.C.E. (Comité français du commerce extérieur) en vue d'assurer la liaison entre ces sociétés et les petites et moyennes entreprises. De même, la « société », qui étudie les problèmes de compensation, pourrait regrouper les sociétés de commerce, les exportateurs, les importateurs et les producteurs de produits de base.

Conflicts

et revendications

● **UNE JOURNÉE D'ACTION**
REVENDIGATIVE le 21 juillet
est organisée par l'union des
syndicats C.G.T. de la région
parisienne. Ils protestent
contre les propos de MM. Chi-
rac et Ceyrac, qui ont tenté de
« tater la discrédit sur les

chômeurs » et de porter atteinte au système d'indemnisation du chômage.

QUATRE DEBATS LICEN-
CIE CHEZ POULAIN.
Passant outre à l'avis des ins-
pecteurs du travail de Creil et
de Compiègne (Oise) qui le
font asséséner, le conseil ad-
ministratif, par une telle mesure, M. Michel
Duraufour, ministre du travail,
vient d'autoriser la licencie-
ment de quatre employés admi-
nicatifs de la société Poulain.
Le renvoi de ces derniers,
MM. Jean Levasseur, Gilbert
Lévesque et Louis Lefebvre,
tous trois C.G.T., et M. Gilbert
Denis, C.F.D.T., avait été dé-
cidé par les employeurs après
une longue discussion au conseil
personnel, du directeur de l'en-
treprise, M. Claude Bataille,
au siège social de Flessis-
sac (Oise), le 22 avril, le
dernier (le Monde du 2 avril).

● QUATRE SALAIRES DES
FILATURES DE LA VOLO-
GNE FONT LA GREVE DE
LA FAIM. — Licenciés après
une grève qui avait paralysé
l'entreprise du 14 au 15
14, au dernier, quatre salariés
des filatures de la Vologne, à
Laveline devant - Bruyères
(Vosges), Mme Suzanne Hol-
veck et MM. René Richard,
Michel Gravier et Bernard
Robert, ont entamé, le 12 juil-
let, une « grève de la faim et
de la soif » devant le domicile
de leur ancien P.D.G.

Prestations sociales

● **NOUVELLES PROTESTATIONS A PROPOS DES ALLOCATIONS FAMILIALES.** — Après la C.G.T. (*le Monde* du 13 juillet), l'Union nationale des associations familiales (UNAF) et l'Union des femmes françaises (U.F.F.) s'élèvent contre la "mauvaise gestion" de la prochaine augmentation des allocations familiales proposée par le gouvernement (3,9 % à compter du 1^{er} août). L'UNAF demande notamment la révision de la formule de calcul de la décision du gouvernement et son remplacement par une augmentation qui ne pourrait être inférieure à 16,5 %, tandis que l'U.F.F. réclame à 50 % augmentation des allocations familiales et 50 % de la retraite de 500 F par enfant à partir de 5 ans.

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ACTIF A LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.O.	ACTIONS SÉLECTIONN.	ADDITION COMPL. SEMI-ANNUAL- VENUES	I.V.A.P. INVESTIS- SEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère transfrontalier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 30 JUIN 1972				
- Nos 200 actions cotées	332 286	625 002	575 805	1 445 553
- Actions de sociétés (en millions de francs) réparé comme suit :	46,80	50,28	87,93	181,39
a) France :				
obligations clas- sées	87,8 %	78 %	18,5 %	18,0 %
obligations con- vertissables	4,8 %	11,6 %	11,6 %	10,5 %
actions	nd	39,5 %	46,9 %	19,3 %
b) Etranger :				
actions	nd	36,9 %	13,5 %	68,6 %
c) Disponibilités	7,4 %	4 %	9,6 %	2,7 %
	France	France	France	France
- Valeur liquidative de l'action	138,53	144,46	152,71	128,49

SSB SOCIÉTÉ SEQUANAISE DE BANQUE

370, rue Saint-Honoré, 75002 PARIS CEDEX 01. — Tél. 261-53-44
Tour ASSUR, quartier Louis-Blanc, CEDEX 14
92093 PARIS - LA DEFENSE. — Tél. 786-16-10
et dans ses agences de province.

 **crédit universel**

28, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 PARIS. — Tél. 231-36-58
10, avenue Gabriel-Péri, 95100 ARGENTEUIL. — Tél. 961-83-32
110, route de la Reine, 82100 BOULOGNE. — Tél. 603-08-20.
et dans ses agences de province.

NADILLA

M. A. Piner, ayant la décision de faire valoir ses droits à la retraite, a mis ses mandats de président-directeur général et d'administrateur de la Compagnie de l'éducation du conseil d'administration.

M. Piner, qui annula Nadella de la Compagnie de l'éducation, a été nommé directeur de la création de la société - à qui a été l'artisan de son développement national et international - et a été nommé président d'honneur.

M. R. P. Auberg, déjà administrateur de la Compagnie de l'éducation, a été nommé directeur général de Nadella.

Pour occuper ce poste, M. Auberg a été nommé directeur de la Compagnie de l'éducation et a été nommé directeur général adjoint de l'Institut de développement industriel.

M. R. P. Auberg, déjà président-directeur général de Roumanie, Nadella a été nommé filiale du groupe, et a été nommé directeur général de Nadella.

FINSIDER

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale le 4 août 1976, à 10 h. 30, à l'auditorium de l'IRE (Istituto per la ricostruzione industriale), via Vittorio-Veneto, n° 63, à Rome, sur l'ordre du jour suivant :
— Rapport du conseil d'administration et du collège syndical.
— Présentation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 avril 1976.

Pour louer une voiture à Malte, réservez chez

europcar 645.21.25 

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE
DES INDUSTRIES DES PEAUX ET CUIRS
SONIPEC

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAIS

La SONIPEC informe les entreprises et les sociétés intéressées que la date limite pour le dépôt des offres concernant le LABORATOIRE CENTRAL prévue initialement au 7 juillet est prorogée au 1^{er} août 1976.

le telex *c'est*
par simple abonnement
ITESER
387.97.00
PRESTATIONS : traduction rapide (aux
abonnements) détachement de personnel
spécialisé, toutes qualifications.
19, rue Clapeyron - 75008 Paris

La F.N.L.R.R., régime de retraite pour salariés non cadres, a fixé son salaire de référence pour l'exercice 1975 à 5,18 et la valeur de son point de retraite à 0,778 F au 1^{er} juillet 1976.

**Alisarda crée 2 vols directs,
pour relier la France
à la Sardaigne et à la Costa Smeralda.**

Paris
Olbia/Costa Smeralda

A partir du 1^{er} juin et jusqu'au 28 septembre, la Costa Smeralda et le nord-est de la Sardaigne ne sont plus qu'à 1 h 30 de Paris.

Tous les mardis, un avion Alisarda quitte Le Bourget à 11 h 15 pour arriver à Olbia à 12 h 45 (Vol LT. par Voyages Gallia). C'est le premier vol direct.

Voyages Gallia: 12, rue Auber-75009 Paris-Téléphone: 266.07.24-Télex: 220 768.

ALISARDA

Nice
Olbia/Costa Smeralda.

Du 20 juin jusqu'au 19 septembre,
un avion Alisarda quitte Nice,
tous les jours sauf le mardi, à 16 h 30
pour arriver à Olbia à 17 h 40.

C'est un vol régulier Alisarda,
le deuxième vol direct pour se rendre
dans "l'île sauvée du siècle".

D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ●



Groupement pour le
financement
des économies d'énergie

EMPRUNT 10,80%

de
113 000 000 F

Nombre d'obligations : 113 000
de F. 1000 nominal

Prix d'émission : F. 998

Jouissance : 11 juillet 1976

Durée: 12 ans

Amortissement obligatoire :
en 10 ans maximum à partir du 11 juillet 1976
par remboursement au pair ou par rachats en Bourse

Amortissement anticipé : par rachats en Bourse seulement

Taux de rendement actuariel brut

10,84%

SAULO du 12 juillet 1976
La note d'informations diffusées à l'occasion de cette
émission (voir CSE n° 78-61 du 9 juin 1976) pour être
cherchées sans frais au siège social de la Société: 171, rue
Diderot-Cassagne, 75001 Paris et auprès des banques
membres du Groupement.

Associés fondateurs

ECONOMIE D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ● ECONOMIE D'ENERGIE ●

هكذا من الأصل

Le chef du gouvernement espagnol est reçu par M. Chirac à Matignon

● M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, se rendra en Guadeloupe, jeudi 15 juillet pour étudier sur place la situation créée par la vague de la Soudure.